

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

31 JANVIER 1994

Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux date maintenant de 7 ans et il faut reconnaître que peu d'arrêtés d'exécution ont été publiés à ce jour. Cela ne veut pas dire que rien n'a été fait au sein du département de l'Agriculture en ce domaine.

Depuis lors, et du fait des études effectuées dans le cadre de l'élaboration des réglementations, nous nous sommes rendus compte que la loi telle qu'elle avait été adoptée en 1986, bien que réfléchie quant à ses principes, était relativement peu adaptée à son exécution sur le terrain.

En effet, jusqu'à présent, la loi répartissait les animaux en cinq catégories, à savoir les animaux domestiques agricoles, les animaux de compagnie, les animaux sauvages, les animaux d'agrément et les animaux d'expérience. Cette répartition était prévue afin de pouvoir rédiger les arrêtés d'exécution adéquats pour chaque catégorie d'animaux. Toutefois, lors de l'élaboration de ces arrêtés, de nombreux problèmes pratiques et objections se sont faits jour par suite du classement des animaux en ces différentes

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1993-1994

31 JANUARI 1994

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren

MEMORIE VAN TOELICHTING

De wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren bestaat nu reeds 7 jaar en men moet wel toegeven dat weinig uitvoeringsbesluiten tot nu toe werden gepubliceerd. Dit betekent echter niet dat niets ter zake werd gedaan op het Departement van Landbouw.

Sedertdien is uit de studies, die in het kader van de uitwerking van de reglementeringen gevoerd werden, gebleken, dat de wet zoals ze in 1986 goedgekeurd werd met haar gegronde basisprincipes, relatief weinig aangepast was wat betreft haar uitvoering op het terrein.

Tot dusver bracht de wet immers de dieren onder in vijf categorieën, namelijk landbouwhuisdieren, gezelschapsdieren, wilde dieren, sierdieren en proefdieren. Deze indeling was voorzien om zodoende per categorie dieren, de gepaste uitvoeringsbesluiten te kunnen op stellen. Bij de uitwerking van deze besluiten bleken er evenwel nogal wat praktische problemen en bezwaren te zijn om dieren in verschillende vakjes onder te brengen. Het grootste probleem was dat van de overlapping: een eend is, naargelang van het geval

catégories. Le problème majeur était celui de l'empiètement: un canard par exemple est, selon le cas, un animal domestique agricole, un animal de compagnie ou même un animal d'expérience ou un animal d'ornement bien que ses besoins biologiques diffèrent très peu selon les quatre cas susmentionnés.

Des objections sont également formulées dans les milieux scientifiques comme dans les associations de protection des animaux en ce qui concerne la notion d'animal d'agrément et la définition de l'animal sauvage.

L'animal d'agrément est une nouvelle notion considérée comme totalement artificielle et superflue et qui, en outre, réduit l'animal à un objet de décoration. La définition de l'animal sauvage quant à elle ne correspond pas à ce qui est généralement entendu car la définition figurant dans la loi parle d'un animal qui a été soustrait à son biotope.

De plus, étant donné que les besoins de bien-être ou les normes de protection des animaux s'avèrent en principe ne pas tellement différer d'une catégorie à l'autre, la subdivision initiale ne pouvait que rendre les choses plus complexes et entraver l'application de la législation.

C'est pourquoi il a été opté pour le principe d'une simple liste des animaux qui peuvent être détenus, c'est-à-dire dont la détention est acceptable d'un point de vue du bien-être des animaux. Les animaux ne figurant pas sur cette liste ne peuvent plus être détenus sauf et uniquement sous certaines conditions par des vétérinaires, des commerçants, des particuliers, des cirques, des jardins zoologiques agréés, des laboratoires et des refuges pour animaux.

Pour plus de clarté et afin d'améliorer l'applicabilité de la loi, les définitions de l'élevage de chiens, de l'élevage de chats et du refuge pour animaux ont été réécrites à l'article 3 de la loi.

Pour définir l'élevage de chiens et l'élevage de chats, on se base désormais sur une production minimale de l'ensemble de l'élevage, à savoir trois nichées ou trois portées par an. C'est en effet à partir de ce niveau de production annuelle que l'on peut parler d'activité commerciale, excluant par la même occasion l'éleveur amateur occasionnel.

Le fait que seuls les animaux provenant de l'élevage puissent être commercialisés n'exclut cependant pas l'achat et la vente d'animaux d'élevage dans le cadre du programme d'élevage.

La définition du parc zoologique est adaptée à celle du projet de directive C.E. en la matière, ce qui permet ainsi d'abroger les anciennes définitions du parc d'animaux et de l'établissement récréatif.

Étant donné la diversité des espèces animales détenues par des particuliers, la rédaction de conditions d'agrément valables est pour ainsi dire impossible. Le

landbouwhuisdier, gezelschapsdier, en zelfs proefdier of sierdier, hoewel haar biologische behoeften nauwelijks verschillen in de vier gevallen.

Ook zijn er bezwaren zowel uit wetenschappelijke hoek als van de dierenbeschermingsverenigingen, tegen het begrip sierdier en de definitie van wild dier.

Het begrip sierdier is een volstrekt nieuwe term die als totaal kunstmatig en overbodig wordt beschouwd en bovendien het dier reduceert tot een siervoorwerp. De definitie van wild dier komt dan weer niet overeen met wat men daar gangbaar onder verstaat, want de in de wet gegeven definitie spreekt van een dier dat aan zijn biotoop werd onttrokken.

Omdat bovendien blijkt dat de welzijnsbehoeften of beschermingsvereisten van de dieren in principe niet zozeer verschillen volgens de categorie waartoe ze behoren, werd de oorspronkelijke onderverdeling enkel als complicerend en hinderlijk ervaren.

Daarom werd gekozen voor het principe van een eenvoudige lijst met dieren die nog gehouden mogen worden, waarvan met andere woorden het houden nog aanvaardbaar is vanuit dierenwelzijnsoogpunt. De dieren die niet op deze lijst staan, mogen niet meer gehouden worden tenzij slechts onder bepaalde voorwaarden door dierenartsen, handelaars, privépersonen en circussen en door erkende dierenentuinen, laboratoria en dierenasielen.

Om meer klaarheid te scheppen en om de praktische toepasbaarheid te verbeteren, worden de definities van hondenkwekerij, kattenkwekerij en dierenasiel in artikel 3 van de wet herschreven.

Zowel voor een hondenkwekerij en een kattenkwekerij wordt nu vertrokken van een minimumproductie van de hele kwekerij van drie nesten per jaar omdat vanaf die produktie een handelsactiviteit vermoed kan worden en aldus de occasionele kweker-liefhebber uitgesloten wordt.

Het feit dat slechts in het bedrijf zelf gekweekte dieren mogen verhandeld worden, sluit evenwel de aan- en verkoop van fokdieren in het kader van het fokprogramma niet uit.

De definitie van dieren tuin wordt aangepast aan deze van de ontwerp E.G.-richtlijn ter zake waardoor de definities van dierenpark en recreatieve instelling kunnen worden geschrapt.

Omdat de diersoorten die door particulieren gehouden worden zo verschillend zijn, is de opstelling van degelijke erkenningsvoorwaarden zo goed als

même problème se pose pour les établissements récréatifs qui peuvent avoir des activités très diverses. Par ailleurs, la plupart des cirques actifs dans notre pays proviennent de l'étranger. Pour toutes ces raisons, le système d'agrément a été abandonné pour certains types de détention et le choix s'est porté sur des conditions de détention d'animaux dans les circonstances susmentionnées. Il va de soi que cette abrogation ne peut être un laissez-passer pour la détention de n'importe quels animaux par les personnes et les établissements énumérés dans ce paragraphe. C'est pourquoi le paragraphe 3 permet de limiter cette abrogation par arrêté royal, tant en ce qui concerne les espèces animales qu'en ce qui concerne les personnes énumérées au paragraphe 2.

Le fait par exemple que certaines espèces de pinsons ou de perruches soient protégées ne nous apprend rien quant à leurs besoins de bien-être et n'influence donc en aucune façon la nécessité de les reprendre ou non dans la liste.

Il faut tenter de dresser des listes sensées et contrôlables d'espèces ou de catégories animales. Cela implique que dans certains cas il sera opté pour une désignation de genres, de familles ou d'ordres plutôt que pour une longue énumération d'espèces animales. Cette méthode de travail entraîne inévitablement certaines anomalies en raison desquelles une espèce particulière qui ne devrait en fait pouvoir être détenue, figure néanmoins sur la liste étant donné qu'elle fait partie d'une entité plus large qui, dans sa globalité, peut effectivement être détenue, et vice-versa. Tel est le choix à faire pour obtenir des listes qui soient d'une utilisation pratique aisée.

L'uniformité du traitement des demandes d'agrément ne nécessite pas toujours une administration fédérale. Au contraire, dans certains cas, le traitement administratif des demandes d'agrément est plus efficace au niveau local où il peut coïncider avec d'autres dossiers d'agrément ou d'autorisation d'une même institution. Pour ces raisons et en vue d'augmenter l'efficacité, il est prévu de déléguer l'agrément, par arrêté royal, à une autre autorité.

Toute personne responsable d'animaux doit traiter ceux-ci convenablement et leur offrir un logement décent et une nourriture adéquate, ce qui nécessite certaines compétences en matière de détention et de soins d'animaux. C'est pourquoi le Roi a la possibilité de fixer les compétences du personnel qui détient et soigne les animaux.

Toute publicité, y compris les petites annonces, en faveur de la commercialisation d'espèces animales dont la détention n'est pas autorisée est interdite.

De même, la publicité relative au commerce des chiens et des chats est interdite sauf pour les personnes qui disposent d'un établissement agréé ou lorsque

onmogelijk. Hetzelfde probleem stelt zich voor de recreatieve instellingen die erg uiteenlopende activiteiten hebben. Bovendien zijn de meeste circussen die actief zijn in ons land afkomstig uit het buitenland. Om die reden wordt voor sommige vormen van dierenhouderij afgezien van het systeem van de erkenning en wordt gekozen voor voorwaarden voor het houden van dieren in die omstandigheden. Het spreekt vanzelf dat deze ontheffing geen vrijbrief mag zijn voor het houden van alle mogelijke dieren door de in deze paragraaf opgesomde personen en instellingen. Daarom biedt paragraaf 3 de mogelijkheid om bij koninklijk besluit deze ontheffing te beperken zowel wat betreft de diersoorten als wat betreft de in paragraaf 2 opgesomde personen.

Het feit dat bijvoorbeeld sommige vinken- of parkietsoorten beschermd zijn zegt niets over hun welzijnsbehoeften en is bijgevolg niet relevant bij de beoordeling of zij al dan niet op de lijst opgenomen dienen te worden.

Er dient gestreefd te worden naar redelijke en controleerbare lijsten van soorten of categorieën van dieren. Dit houdt in dat in sommige gevallen in plaats van een lange opsomming te geven van soorten, gekozen moet worden voor het noemen van geslachten, families of ordes. Deze werkwijze leidt onvermijdelijk tot kleine onnauwkeurigheden waardoor een enkele soort die eigenlijk niet gehouden kan worden toch op de lijst komt aangezien ze behoort tot een grote eenheid die in zijn algemeenheid wel te houden is en vice versa. Dit is de keuze die gemaakt moet worden voor het verkrijgen van praktisch hanteerbare lijsten.

Eenvormigheid bij de behandeling van aanvragen tot erkenning vereisen niet steeds een federale administratie. Integendeel, in sommige gevallen gebeurt de administratieve afwikkeling van erkenningsaanvragen beter op het lokale niveau waar ze kan samenvallen met andere erkennings- of vergunningsdossiers voor dezelfde instelling. Om die reden, met het oog op een grotere efficiëntie, wordt de mogelijkheid voorzien de erkenning bij koninklijk besluit te delegeren naar een andere overheid.

Iedereen die dieren onder zijn hoede heeft, moet deze dieren behoorlijk behandelen. Naast het verschaffen van geschikte huisvesting en voeding is hiervoor ook de bekwaamheid van houder of verzorger belangrijk. Daarom wordt aan de Koning de mogelijkheid verleend om voorwaarden op te leggen i.v.m. de bekwaamheid van het personeel dat de dieren houdt en verzorgt.

Om handel in verboden diersoorten tegen te gaan wordt het voeren van publiciteit hieromtrent, ook door middel van advertenties, verboden.

Ook het voeren van publiciteit voor de verhandeling van honden en katten wordt verboden tenzij door personen die een erkende inrichting hebben of door

celle-ci se fait par le biais d'annonces publiées dans des revues spécialisées. Cette mesure est prise afin de renforcer l'interdiction de la vente de ces animaux sur les marchés et de freiner la surpopulation due aux élevages de particuliers.

La marché n'est pas l'endroit approprié pour la vente et l'achat de certains animaux et ce pour diverses raisons, notamment du fait que les animaux commercialisés sur les marchés sont souvent achetés dans la hâte et sans réflexion préalable.

Etant donné que ces problèmes se posent avec le plus d'acuité pour les chiens et les chats, la vente de ces animaux est interdite. Pour éviter tout détournement de cette interdiction, celle-ci est étendue à toute commercialisation en dehors de l'établissement commercial, de l'élevage ou du domicile du particulier.

Une telle interdiction peut également être appliquée pour d'autres animaux, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. C'est également par arrêté royal qu'il peut être déterminé que seuls des établissements agréés peuvent commercialiser certaines espèces animales sur les marchés.

Vu l'insuffisante capacité de nombreux abattoirs et afin de pouvoir pratiquer le grand nombre d'abattages rituels prévus lors de certains jours de fête islamique, il est prévu que le Ministre de l'Agriculture, en concertation avec le Ministre de la Santé publique, puisse désigner d'autres établissements où ces abattages peuvent avoir lieu.

La notion d'amputation est remplacée par la notion plus large d'intervention, si bien que par exemple l'ablation des cordes vocales, qui n'est pas une amputation au sens propre du terme, est également couverte.

Les interventions entraînant l'amputation ou l'endommagement d'une ou plusieurs parties du corps de l'animal sont interdites sauf dans certaines conditions : par exemple, nécessité vétérinaire, limitation de la reproduction, ...

Afin d'appuyer cette interdiction, il est également interdit d'autoriser ou de faire participer des animaux ayant subi une intervention interdite aux expositions, concours, ... ou encore de les commercialiser, même si l'intervention interdite a été effectuée à l'étranger. Une dérogation à cette interdiction est cependant prévue pour les animaux (belges ou étrangers) ayant subi cette intervention avant l'entrée en vigueur de cette interdiction.

Il est inacceptable que des animaux errants, abandonnés ou volés soient livrés à certains laboratoires peu scrupuleux. C'est pourquoi des dispositions supplémentaires sont nécessaires afin de pouvoir découvrir l'origine des animaux d'expérience.

advertenties in vaktijdschriften. Dit om het verder ontwikkeld verbod op vermarkten van deze dieren te ondersteunen en de overpopulatie door particuliere kweek af te remmen.

De markt is om diverse redenen geen geschikte plaats voor het kopen en verkopen van sommige dieren, met name omdat de dieren daar dikwijls overhaast en ondoordacht aangekocht worden.

Omdat deze problemen zich het scherpst stellen in verband met honden en katten wordt de verkoop hiervan verboden. Om omzeiling van dit verbod te voorkomen wordt het uitgebreid tot elke verhandeling buiten de handelszaak, kwekerij of woning van de particulier.

Een dergelijk verbod kan eveneens voor andere dieren ingevoerd worden bij in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Eveneens bij koninklijk besluit kan bepaald worden dat slechts erkende inrichtingen bepaalde diersoorten op de markten kunnen verhandelen.

Omdat de capaciteit van vele slachthuizen onvoldoende is om de hoge aantallen rituele slachtingen op sommige islamitische offerfeestdagen te verwerken, wordt de mogelijkheid voorzien dat de Minister van Landbouw in overleg met de Minister van Volksgezondheid andere inrichtingen kan aanduiden waar deze slachtingen kunnen plaatsvinden.

Het begrip amputaties wordt vervangen door het ruimere begrip ingrepen zodat bijvoorbeeld ook het verwijderen van stembanden, wat geen amputatie in de letterlijke zin van het woord is, gedekt wordt.

Ingrepen waarbij één of meerdere lichaamsdelen van het dier worden verwijderd of beschadigd, worden verboden tenzij er voldaan is aan strikte voorwaarden zoals bv. diergeneeskundige noodzaak of beperking van de voortplanting, ...

Om deze verbodsbepanking kracht bij te zetten wordt het eveneens verboden om dieren die een verboden ingreep ondergaan hebben toe te laten en te laten deelnemen aan tentoonstellingen, wedstrijden ... of om ze te verhandelen ook als de verboden ingreep in het buitenland zou zijn verricht. Een ontheffing op dit verbod wordt evenwel voorzien voor binnen- en buitenlandse dieren waarop deze ingreep is verricht vóór het van kracht worden van het verbod.

Het is ontoelaatbaar dat verloren gelopen, achtergelaten of gestolen dieren zouden kunnen worden geleverd aan sommige weinig scrupuleuze laboratoria. Daarom zijn bijkomende bepalingen nodig om de herkomst van de proefdieren te achterhalen.

Les expériences sur animaux ont leur utilité et ne peuvent être interdites purement et simplement. Il fut un temps où l'on plaidait pour une suppression totale des expériences sur animaux. Aujourd'hui, une réduction, un raffinement et le remplacement (les trois R) des expériences récoltent davantage les suffrages.

Cela signifie que les expériences sur animaux ne peuvent avoir lieu que si elles ne peuvent être remplacées par des méthodes similaires avec ou sans animaux. Cela signifie également que leur nombre doit être réduit à un minimum et que le choix des espèces animales doit être minutieux.

Les analgésiques sont nécessaires lorsque l'anesthésie est exclue.

Le raffinement, la réduction et le remplacement des expériences sur animaux ne peuvent être atteints exclusivement par des contrôles extérieurs. Une prise de conscience et une sensibilisation des chercheurs eux-mêmes s'imposent.

La création d'une commission éthique au sein de chaque laboratoire doit être l'amorce et le moteur de ce changement de mentalité. La commission éthique a pour tâche principale l'évaluation des expériences sur animaux qui sont ou qui doivent être faites à la lumière du raffinement, de la réduction et du remplacement des expériences.

Enfin, une attention toute particulière est exigée pour la formation du personnel et des maîtres d'expérience qui effectuent les expériences et soignent les animaux qui les subissent.

Il est inutile et encore moins prévu d'agréer toutes les sociétés et associations protectrices des animaux du royaume. L'article 33, § 1^{er}, prévoit l'agrément des associations-mères nationales ou régionales, ce qui permet d'avoir un ou plusieurs interlocuteurs qui soient, d'une part, représentatifs et, d'autre part, le maillon entre l'autorité publique et les associations locales. Cette collaboration entre l'autorité et les associations-mères peut être renforcée par ces associations agréées. Afin de mieux préserver cette bonne collaboration, il est prévu de fixer par arrêté royal des conditions de formation des préposés.

Vu l'intérêt croissant pour les concours d'animaux, le danger est de plus en plus grand de voir s'amplifier l'usage de substances influençant les prestations des animaux.

L'arrêté d'exécution qui sera pris dans le cadre de l'article 36, 2^o, veut être une réponse à ce problème.

L'utilisation de chiens comme animaux de somme ou de trait est interdite, sauf dérogation accordée par

Dierproeven hebben hun nut en kunnen niet zonder meer verboden worden. Terwijl vroeger gepleit werd vóór de volledige afschaffing van dierproeven, wordt nu de vermindering, verfijning en de vervanging van dierproeven bepleit, de zogenaamde drie V's.

Dit wil zeggen dat dierproeven slechts mogen plaatsvinden als ze niet door gelijkwaardige methodes zonder of met minder dieren kunnen worden vervangen. Dit houdt eveneens in dat dierproeven tot een minimum beperkt moeten blijven en dat de keuze van de diersoort zorgvuldig overwogen moet worden.

Pijnstillende middelen zijn nodig waar verdoving uitgesloten is.

De verfijning, vermindering en vervanging van dierproeven kan onmogelijk uitsluitend bereikt worden door externe controles, maar vergt een bewustwording en sensibilisering van de onderzoekers zelf.

De oprichting van een ethische commissie binnen elk laboratorium moet de aanzet en de motor zijn voor deze mentaliteitswijziging. De ethische commissie heeft als voornaamste taak de evaluatie van verrichte en nog te verrichten dierproeven in het licht van de verfijning, de vermindering en de vervanging van dierproeven.

Tenslotte is een bijzondere aandacht vereist voor de vorming en de opleiding van het personeel en van de proefleider, die instaan voor de uitvoering van de proeven en voor de nazorg van de proefdieren.

Het is niet nuttig en evenmin de bedoeling om alle dierenbeschermingsverenigingen en maatschappijen in ons land te erkennen. Voorzien is in artikel 33, § 1, de erkenning van nationale of gewestelijke overkoepelende verenigingen om zodoende één of meerdere gesprekspartners van de dierenbeschermingskringen te hebben die enerzijds representatief zijn en anderzijds de schakel kunnen vormen tussen de overheid en plaatselijke verenigingen. Deze samenwerking tussen overheid en overkoepelende verenigingen kan uitgebreid worden via de door deze erkende verenigingen voorgedragen personen. Teneinde deze goede samenwerking beter te waarborgen, wordt de mogelijkheid voorzien om bij koninklijk besluit voorwaarden te stellen aan de opleiding van de aangestelden.

Door de toenemende belangstelling voor wedstrijden met dieren verhoogt het gevaar dat men hoe langer hoe meer beroep zou gaan doen op stoffen die de prestaties van de dieren beïnvloeden.

Het uitvoeringsbesluit dat in het kader van artikel 36, 2^o, genomen zal worden, wil hierop een antwoord zijn.

Honden als last- en trekdieren gebruiken is verboden tenzij de Koning een afwijking verleent. Wedstrij-

le Roi. Les courses et démonstrations de chiens de traîneau sont cependant de plus en plus populaires si bien que de plus en plus de demandes de dérogation à l'article 36, 7^o, de la loi sont introduites. En raison de ces courses et démonstrations de chiens de traîneau, la mode de ces chiens n'a cessé de croître alors que ceux-ci ne sont pas vraiment prédestinés à devenir des animaux de compagnie. Les refuges pour animaux sont confrontés à ce problème. Une dérogation doit être également demandée pour l'utilisation d'un chien de trait dans un cortège folklorique.

Il est par conséquent nécessaire de fixer les conditions sous lesquelles le Roi peut accorder des dérogations.

L'expédition d'animaux par la poste est désormais interdite, même s'il s'agit d'invertébrés.

A Pâques, certains marchands offrent des poussins teints. Il convient de mettre définitivement fin à cette pratique. Le plumage ou le pelage naturel d'un animal ne peut sous aucun prétexte être coloré ou teint.

Enfin, il faut interdire le don d'animaux dans le cadre de festivités. Il s'agit en l'occurrence de toutes les circonstances possibles dans lesquelles un animal vivant est offert comme prix, tant dans les kermesses et les tombolas que dans le cadre de campagnes publicitaires ou commerciales. Ce genre de prix s'avère en fin de compte peu apprécié et l'animal offert devient une charge indésirée. Les animaux offerts sont bien trop souvent maltraités et finalement abandonnés. Des dérogations peuvent néanmoins être prévues dans les cas où des animaux sont décernés au sein même d'un secteur professionnel où les connaissances en matière de soins de l'animal et les possibilités d'hébergement sont réelles comme dans le secteur de l'agriculture.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article supprime la répartition des animaux en cinq catégories. Cette répartition s'était révélée peu pratique, imprécise et avait suscité de nombreuses critiques dans le monde scientifique.

Article 2

Cet article donne de nouvelles définitions du chenil, de l'élevage de chats et du refuge pour animaux afin de clarifier et d'améliorer leur application. La personne qui élève au moins trois portées de chiens ou de chats par an tombe désormais sous l'application de cette définition, quel que soit l'objectif poursuivi.

den en demonstraties met sledehonden winnen echter enorm aan populariteit zodat steeds meer aanvragen om afwijking van artikel 36, 7^o, van de wet worden ingediend. Door de wedstrijden en demonstraties met sledehonden neemt de voorliefde voor dit soort honden toe. Deze honden zijn echter niet erg geschikt als gezelschapsdier en de dierenasielen worden met gevolgen hiervan geconfronteerd. Indien een hond als trekdieren in een folkloristische stoet optreedt, moet er eveneens een afwijking worden gevraagd.

Het is bijgevolg nodig voorwaarden vast te stellen waaronder de Koning afwijkingen kan toestaan.

Het verzenden van dieren per post wordt nu verboden, ook als het om ongewervelde dieren gaat.

Ter gelegenheid van Pasen bieden sommige handelaars gekleurde kuikens aan. Aan deze praktijk dient paal en perk te worden gesteld. Onder geen enkel beding mag het natuurlijke verenkleed of de vacht van het dier geverfd of gekleurd worden.

Tenslotte moet het verloten van dieren als prijs bij allerlei evenementen verboden worden. Hierbij wordt gedacht aan alle mogelijke omstandigheden waarin een levend dier als prijs uitgeleefd wordt dus zowel op kermessen, in tombola's als in publicitaire en verkoopscampagnes. Naderhand blijkt deze prijs niet zo gegeerd te zijn en wordt het dier tot balast. Maar al te dikwijls worden deze dieren slecht behandeld of uiteindelijk ergens « gedumpt ». Ontheffingen kunnen evenwel voorzien worden voor die gevallen waar dieren als prijs uitgeloofd worden binnen een beroepstak waar kennis over de verzorging van het dier en opvangmogelijkheid voorhanden zijn zoals in de landbouwsector.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1

Met dit artikel wordt de indeling van de dieren in vijf categorieën geschrapt. Dergelijke indeling is onpraktisch en onduidelijk gebleken en er waren tevens bezwaren uit wetenschappelijke hoek.

Artikel 2

In dit artikel worden de definities van kennel, kattenkwekerij en dierenasiel herschreven teneinde ze duidelijker en beter toepasbaar te maken. Iemand die jaarlijks tenminste drie nesten honden of katten fokt valt nu onder de definitie ongeacht het doel hij nastreeft.

La définition du parc zoologique est adaptée à celle figurant dans le projet de directive européenne en la matière, permettant ainsi d'abroger les définitions du parc d'animaux et de l'établissement récréatif. La définition de la collection privée est supprimée à la lumière du nouvel article 3bis.

Article 3

Un nouvel article 3bis est inséré. Le paragraphe 1^{er} de cet article prévoit l'interdiction de détenir des animaux à l'exception de ceux repris dans une liste positive à déterminer par arrêté royal.

Le paragraphe 2 prévoit une dérogation pour les parcs zoologiques, laboratoires, vétérinaires, refuges pour animaux, établissements commerciaux, cirques, collections itinérantes et pour certains particuliers, pour autant qu'ils satisfassent à certaines conditions.

Article 4

Afin de garantir davantage les soins adéquats prodigués aux animaux, des conditions peuvent être fixées par arrêté royal concernant la compétence des personnes qui détiennent et soignent les animaux.

La loi stipule qu'un agrément du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ou des autorités que le Roi désigne est obligatoire. La loi ne mentionne pas explicitement de quelles autorités il s'agit car le choix en incombe au Chef de l'Etat. L'arrêté royal mentionnera explicitement de quelles autorités il s'agit. Il est évident que le Ministre compétent soit concerné par la proposition, l'exécution et la signature.

Article 5

En lieu et place de l'agrément des établissements récréatifs qui est supprimé parce qu'il suscitait de nombreuses critiques d'ordre pratique, notamment pour les cirques étrangers, le Roi peut prescrire les mesures visant à assurer le bien-être des animaux là où ils sont utilisés à des fins de distraction du public. Il s'agit d'une manière plus efficace et moins administrative de protéger les animaux utilisés dans ces conditions.

Article 6

Vu l'abrogation de l'article 2 de la loi, la définition de « l'animal de compagnie » a également disparu. C'est la raison pour laquelle il est ici question de chiens et de chats.

De definitie van dierentuin wordt aangepast aan deze van de ontwerp E.G.-richtlijn ter zake waardoor de definities van dierenpark en recreatieve instelling kunnen worden geschrapt. De definitie van private verzameling wordt opgeheven in het licht van het nieuw ingevoegde artikel 3bis.

Artikel 3

Er wordt een nieuw artikel 3bis ingevoegd. Paragraaf 1 van dit artikel voorziet een verbod om dieren te houden behalve deze opgenomen op een zogenaamde positieve lijst vast te stellen bij koninklijk besluit.

Paragraaf 2 verleent ontheffing op dit verbod aan dierentuinen, laboratoria, dierenartsen, dierenasielen, handelaars, circussen, rondreizende tentoonstellingen en sommige particulieren, mits zij voldoen aan bepaalde strikte voorwaarden.

Artikel 4

Om bijkomende waarborgen in te bouwen voor een passende verzorging van dieren is voorzien dat bij koninklijk besluit voorwaarden vastgesteld kunnen worden inzake de bekwaamheid van de personen die de dieren houden en verzorgen.

In de wet wordt vermeld dat er een erkenning vereist is van de Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort ofwel van de overheden die de Koning aanduidt. In de wet wordt niet expliciet vermeld welke overheid het betreft zodat de keuze van het Staatshoofd niet wordt beperkt. De toekomst zal uitwijzen welke overheid in aanmerking komt voor het beheren van welke erkenningen. In het koninklijk besluit zal uitdrukkelijk vermeld worden om welke overheid het gaat. Het is vanzelfsprekend dat de bevoegde Minister dan betrokken wordt bij de voordracht, de uitvoering en de ondertekening.

Artikel 5

In plaats van de erkenning van recreatieve instellingen die geschrapt is, omdat ze praktische bezwaren oproep bijvoorbeeld voor buitenlandse circussen is voorzien dat de Koning maatregelen kan voorschrijven om het welzijn van de dieren te verzekeren daar waar ze gebruikt worden tot verstrooiing van de mens. Dit is een efficiëntere en minder administratieve weg om dieren in die omstandigheden te beschermen.

Artikel 6

Door het wegvallen van artikel 2 van de wet, is ook de definitie van « gezelschapsdier » verdwenen. Daarom wordt hier gesproken over honden en katten.

Article 7

L'ancien article 8 de la loi est abrogé étant donné que les définitions des « animaux sauvages » et des « animaux d'agrément » ont été supprimées. Ces dispositions ont été reprises en d'autres termes dans le nouvel article 3bis.

Article 8

Un procès-verbal devait précédemment être dressé par un agent compétent *ratio materiae, personae et loci*, conformément à la loi et dans la langue que celle-ci prescrit. Grâce au remplacement du terme « procès-verbal » par les mots « registre ou attestation », il n'est plus nécessaire de faire appel à un agent compétent.

Article 9

Les définitions des termes « animal domestique agricole » et « animal d'agrément » sont supprimées par l'abrogation de l'article 2 de la loi.

Etant donné que les informations fournies par le vendeur d'animaux peuvent être déterminantes pour l'achat, il est prévu qu'un arrêté royal peut lier ces informations à diverses conditions. Il est par ailleurs essentiel que lors de la rédaction des conditions de commercialisation des animaux il puisse être tenu compte de leurs besoins éthologiques et physiologiques.

Article 10

Etant donné qu'il est interdit de détenir des animaux qui ne sont pas repris dans la liste visée à l'article 3bis, § 1^{er}, de la loi, il est également interdit de commercialiser ces mêmes animaux par le biais de la publicité ou de petites annonces.

En outre, les particuliers ne peuvent plus vendre des chiens et/ ou des chats par le biais de petites annonces publiées dans des revues non spécialisées. Ce genre de publicité constitue en effet une infraction aux conditions strictes imposées aux établissements agréés conformément à l'article 5 de la loi. L'interdiction pour les particuliers de vendre des animaux, l'interdiction de commercialiser des chiens et des chats sur les marchés et les conditions strictes imposées aux établissements agréés conformément à l'article 5 de la loi sont des mesures qui ont été prises afin de résoudre le problème de la surpopulation d'animaux.

Article 11

Les conditions dans lesquelles les animaux sont vendus sur les marchés ont suscité ces dernières

Artikel 7

Het vroegere artikel 8 van de wet wordt opgeheven omdat de definities van « wilde dieren » en « sierdieren » geschrapt zijn. Deze bepalingen werden met andere bewoordingen overgenomen in het nieuwe artikel 3bis.

Artikel 8

Een proces-verbaal dient opgemaakt te worden door een agent die *ratio materiae, personae en loci* bevoegd is en zulks in de wettelijke vormen en in de door de wet voorgeschreven taal. Door de term « proces-verbaal » te vervangen door « register of een attest », moet niet steeds op een bevoegde agent beroep worden gedaan.

Artikel 9

De definities van « landbouwhuisdier », « gezelschapsdieren » en « sierdieren » zijn geschrapt door het wegvallen van artikel 2 van de wet.

Omdat de informatie verstrekt door verkopers van dieren bepalend kan zijn voor het koopgedrag, wordt voorzien dat bij koninklijk besluit voorwaarden aan deze informatie verbonden kunnen worden. Daarnaast is het essentieel dat bij de opstelling van voorwaarden voor de verhandeling van dieren rekening kan gehouden worden met hun ethologische en fysiologische behoeften.

Artikel 10

Aangezien het verboden is om dieren te houden die niet voorkomen op de lijst bedoeld in artikel 3bis, § 1, van de wet, is het eveneens verboden om via publiciteit of advertenties dergelijke diersoorten te verhandelen.

Particulieren kunnen daarenboven niet langer honden of katten te koop aanbieden via advertenties in niet-vaktijdschriften. Zo'n publiciteit is immers een afbreuk van de strenge voorwaarden die opgelegd worden aan de inrichtingen erkend overeenkomstig artikel 5 van de wet. Het verbod van verkoop van dieren door particulieren, het verbod van verhandelen van honden en katten op markten de strenge voorwaarden opgelegd aan de inrichtingen erkend overeenkomstig artikel 5 van de wet, zijn maatregelen genomen om overbevolking tegen te gaan.

Artikel 11

De omstandigheden waarin dieren op markten verhandeld worden zorgen de laatste jaren voor een

années une inquiétude permanente auprès du public. Par cet article, une décision fondamentale est prise en matière de commercialisation sur les marchés de certaines catégories d'animaux:

1^o La commercialisation de chiens et de chats est interdite.

2^o Le Roi peut déterminer que la commercialisation sur les marchés d'espèces et de catégories d'animaux qu'il désigne est interdite.

Article 12

Cet article complète les dispositions sur la base desquelles des arrêtés d'exécution peuvent être pris en vue de la protection des animaux pendant le transport.

Article 13

Par cet article, il est possible de fixer par arrêté royal des conditions concernant les circonstances d'abattage des animaux.

Article 14

Par cet article, la notion d'amputation est redéfinie comme étant une intervention entraînant l'ablation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles du corps.

En outre, il est prévu que les interventions autorisées pour l'usage utile peuvent être davantage limitées en ne les autorisant que dans certaines circonstances et pour des usages bien précis.

Article 15

L'expérience à l'étranger prouve qu'une interdiction pure et simple de certaines interventions est insuffisante pour mettre véritablement un terme à ces pratiques. C'est pourquoi il est interdit de participer à des expositions, expertises ou concours avec des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17*bis* de la loi:

1^o Il est interdit d'admettre ces mêmes animaux aux expositions, expertises ou concours.

2^o Il est interdit de les commercialiser.

Article 17

Cet article rend obligatoire la création d'une commission éthique auprès des laboratoires où sont effectuées des expériences pouvant provoquer des douleurs, des souffrances ou des lésions. Cette

voortdurende bezorgdheid bij het publiek. Met dit artikel wordt een fundamentele beslissing genomen over de verhandeling op markten van sommige categorieën dieren:

1^o De verhandeling op de markten van honden en katten wordt verboden.

2^o De Koning kan bepalen dat de verhandeling op de markten van de door hem aangeduide diersoorten en categorieën verboden is.

Artikel 12

Dit artikel vult de bepalingen aan op basis waarvan uitvoeringsbesluiten getroffen kunnen worden ter bescherming van dieren tijdens het vervoer.

Artikel 13

Door dit artikel wordt het mogelijk voorwaarden te stellen bij koninklijk besluit aan de omstandigheden waarin dieren worden geslacht.

Artikel 14

In dit artikel wordt het begrip amputatie nader omschreven als een ingreep waarbij een gevoelig deel of delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd.

Bovendien wordt voorzien dat de toegestane ingrepen voor nutsgebruik nog verder beperkt kunnen worden door ze slechts toe te laten in bepaalde omstandigheden en voor precieze methoden.

Artikel 15

Het louter verbieden van bepaalde ingrepen is, blijkens ervaringen in het buitenland, onvoldoende om deze praktijken ook echt te doen ophouden. Daarom wordt in dit artikel verboden om dieren die een in artikel 17*bis* van de wet verboden ingreep hebben ondergaan:

1^o Te laten deelnemen aan tentoonstellingen, keuringen of wedstrijden.

2^o Te commercialiseren.

Artikel 17

Door dit artikel wordt de oprichting van een ethische commissie verplicht gesteld bij de laboratoria waar proeven verricht worden die pijn, lijden of letsel kunnen veroorzaken. Deze commissie moet de

commission doit évaluer les expériences effectuées ou qui doivent être effectuées en vue de la réduction, du raffinement et du remplacement des expériences sur les animaux.

Article 18

Il est inacceptable que des animaux errants, abandonnés ou volés soient utilisés à des fins d'expérimentation. C'est pourquoi des dispositions supplémentaires ont été insérées afin de pouvoir déterminer l'origine des animaux d'expérience.

Article 19

Cet article permet d'améliorer et de réduire l'utilisation d'animaux d'expérience par une limitation du nombre d'animaux d'expérience utilisés, ayant de surcroît le degré de sensibilité neurophysiologique le plus restreint. Si l'anesthésie ne peut être pratiquée, il convient d'employer des analgésiques ou d'autres méthodes appropriées.

Articles 20 et 21

Ces articles prévoient la possibilité de fixer des conditions de formation et de qualification du maître d'expérience et du personnel qui effectuent les expériences et soignent les animaux d'expérience.

Article 22

Cet article prévoit qu'une certaine formation peut être requise de la part des préposés des associations protectrices des animaux agréées, en vue de leur collaboration avec les pouvoirs publics. En outre, il est prévu que des personnes peuvent être désignées par le Conseil du bien-être des animaux, qu'elles soient membres ou non d'une association protectrice des animaux agréée ou non.

Article 23

Dans cet article, la liste des personnes compétentes pour constater les infractions à la loi et à ses arrêtés d'exécution est complétée par les mots « fonctionnaires-vétérinaires et vétérinaires agréés. »

Article 24

Cet article n'apporte que quelques modifications de fond et de forme.

verrichte en nog te verrichten dierproeven evalueren met het oog op de vermindering, de verfijning en de vervanging van dierproeven.

Artikel 18

Het is ontoelaatbaar dat verloren gelopen, achtergelaten of gestolen dieren zouden gebruikt worden in dierproeven. Daarom worden bijkomende bepalingen ingelast om de herkomst van de proefdieren te kunnen vaststellen.

Artikel 19

In dit artikel wordt het diergebruik in dierproeven verfijnd en verminderd, door te verplichten om bij proeven een zo klein mogelijk aantal dieren te gebruiken en deze te kiezen met de laagste graad van neurofysiologische gevoeligheid. Indien er geen verdoving toegepast wordt, moeten analgetica of andere methoden gebruikt worden.

Artikelen 20 en 21

In deze artikelen wordt de mogelijkheid voorzien voorwaarden te stellen aan de vorming en de opleiding van de proefleiders en van het personeel dat instaat voor de uitvoering van de proeven en voor de nazorg van de proefdieren.

Artikel 22

Dit artikel voorziet dat een zekere vorming kan gevraagd worden van de aangestelden van de erkende dierenbeschermingsverenigingen met het oog op hun samenwerking met de overheid. Daarnaast wordt de mogelijkheid voorzien dat personen voorgedragen kunnen worden door de Raad voor dierenwelzijn ongeacht het feit of ze lid zijn van een al dan niet erkende dierenbeschermingsvereniging.

Artikel 23

In dit artikel wordt de lijst van personen die bevoegd zijn om overtredingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vast te stellen aangevuld met « inspecteur-keurders en aangenomen dierenartsen ».

Artikel 24

Met dit artikel worden enkele kleine tekstuele en inhoudelijke verduidelijkingen aangebracht.

Article 25

Cet article complète la liste des pratiques punissables. Il est notamment interdit d'envoyer des animaux par voie postale, de teindre des animaux ou de proposer des animaux à titre de prix, de récompense ou de don.

Article 26

Cet article vise à permettre une application plus directe de la loi en autorisant les agents visés à l'article 34 de saisir les animaux faisant l'objet d'une infraction.

Article 27

Cet article a été inséré afin de transposer de manière plus souple et plus efficace dans le droit belge, la réglementation européenne relative au bien-être des animaux.

Article 28

Cet article prévoit un sursis de l'entrée en vigueur des articles 3bis (détention des animaux) et 17bis (interventions sur des animaux vertébrés), jusqu'à ce que les arrêtés royaux relatifs à cette matière soient rédigés et approuvés.

Le Ministre de la Justice,

Melchior WATHELET.

Le Ministre de l'Agriculture,

André BOURGEOIS.

*Le Ministre de la Santé publique et
de l'Environnement,*

Magda DE GALAN.

Artikel 25

Dit artikel vervolledigt de lijst van strafbare praktijken. Zo wordt het o.m. verboden dieren per post te verzenden, dieren te verven of dieren als prijs, beloning of gift uit te loven.

Artikel 26

De bedoeling van dit artikel is een meer rechtstreekse toepassing van de wet mogelijk te maken door de in artikel 34 bedoelde agenten toe te laten de dieren, die het voorwerp zijn van een inbreuk, in beslag te nemen.

Artikel 27

Dit artikel werd ingevoegd om de reglementering van de Europese Economische Gemeenschap m.b.t. dierenwelzijn op een soepeler en efficiëntere manier in het Belgisch recht te kunnen opnemen.

Artikel 28

Dit artikel voorziet een uitstel van de inwerkingtreding van de artikelen 3bis (houden van dieren) en 17bis (ingrepen bij gewervelde dieren), totdat de desbetreffende koninklijke besluiten opgesteld en goedgekeurd zijn.

De Minister van Justitie,

Melchior WATHELET.

De Minister van Landbouw,

André BOURGEOIS.

*De Minister van Volksgezondheid
en Leefmilieu,*

Magda DE GALAN.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,
de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Mi-
nistre de la Santé publique et de l'Environnement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de
l'Agriculture et Notre Ministre de la Santé publique et
de l'Environnement sont chargés de présenter en
Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit:

Article 1^{er}

L'article 2 de la loi du 14 août 1986 relative à la
protection et au bien-être des animaux est abrogé.

Art. 2

L'article 3 de la même loi est modifié comme suit:

1^o le point 1 est remplacé par la disposition
suivante:

« 1. Elevage de chiens: établissement où sont déte-
nues des chiennes pour la reproduction, où naissent
annuellement au moins trois nichées et où ne sont
commercialisés que des chiens provenant de cet
établissement; »

2^o le point 2 est remplacé par la disposition
suivante:

« 2. Elevage de chats: établissement où sont déte-
nues des chattes pour la reproduction, où naissent
annuellement au moins trois portées et où ne sont
commercialisés que des chats provenant de cet établis-
sement; »

3^o au point 3, les mots « abandonnés ou négligés »
sont remplacés par les mots « abandonnés, négligés,
saisis ou confisqués ».

4^o le point 9 est remplacé par la disposition
suivante:

« 9. Parc zoologique: tout établissement accessible
au public où sont détenus et exposés des animaux

ONTWERP VAN WET

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,
van Onze Minister van Landbouw en van Onze
Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van
Landbouw en Onze Minister van Volksgezondheid
en Leefmilieu zijn gelast in Onze naam bij de Wetge-
vende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waar-
van de tekst volgt:

Artikel 1

Artikel 2 van de wet van 14 augustus 1986 betref-
fende de bescherming en het welzijn der dieren wordt
opgeheven.

Art. 2

Artikel 3 van dezelfde wet wordt gewijzigd als
volgt:

1^o het punt 1 wordt vervangen door de volgende
bepaling:

« 1. Hondenkwekerij: instelling waarin teven voor
de kweek worden gehouden, waar jaarlijks ten minste
drie nesten geboren worden en waar alleen in deze
instelling gekweekte honden worden verhandeld; »

2^o het punt 2 wordt vervangen door de volgende
bepaling:

« 2. Kattenkwekerij: instelling waarin kattinnen
voor de kweek worden gehouden, waar jaarlijks ten
minste drie nesten geboren worden en waar alleen in
deze instelling gekweekte katten worden verhan-
deld; »

3^o in punt 3 worden de woorden « achtergelaten of
verwaarloosde dieren » vervangen door
« achtergelaten, verwaarloosde, in beslag genomen of
verbeurdverklaarde dieren ».

4^o punt 9 wordt vervangen door de volgende bepa-
ling:

« 9. Dierentuin: elke voor het publiek toegankelijk-
ke inrichting waar levende dieren worden gehouden

vivants, y compris les parcs d'animaux, les parcs-safari, les dolphinariums, les aquariums et les collections spécialisées, à l'exclusion cependant des cirques, des collections itinérantes et des établissements commerciaux pour animaux; »

5^o les points 10, 11 et 12 sont abrogés.

Art. 3

Dans le chapitre II de la même loi, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit:

« Article 3bis. — § 1^{er}. Il est interdit de détenir des animaux n'appartenant pas aux espèces ou aux catégories mentionnées sur une liste établie par le Roi. Cette liste ne porte pas préjudice à la législation relative à la protection des espèces animales menacées.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, des animaux d'espèces ou de catégories autres que celles désignées par le Roi peuvent être détenus:

1^o dans des parcs zoologiques;

2^o dans des laboratoires;

3^o a) par des particuliers, à condition qu'ils puissent prouver que les animaux étaient détenus avant l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 3bis. Cette preuve ne doit pas être apportée pour la progéniture de ces animaux à condition que celle-ci se trouve chez le premier propriétaire;

b) par des particuliers agréés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, sur avis du comité d'experts visé à l'article 5, § 2, deuxième alinéa.

Le Roi fixe la procédure pour l'application du a) et du b). Il peut fixer en outre des conditions particulières pour la détention et l'identification des animaux visés;

4^o par des vétérinaires, pour autant que les animaux qui leur sont confiés par des tierces personnes soient détenus temporairement pour des soins vétérinaires;

5^o par des refuges pour animaux, pour autant qu'il s'agisse d'un hébergement temporaire d'animaux saisis, d'animaux dont il est fait abandon ou recueillis dont le détenteur n'a pu être identifié;

6^o par des établissements commerciaux pour animaux, pour autant qu'ils détiennent les animaux pour une courte durée et dans la mesure où un accord écrit a été conclu préalablement avec des personnes physiques ou morales visés aux points 1^o, 2^o, 3^o b) et 7^o;

om te worden tentoongesteld, met inbegrip van dierenparken, safariparken, dolfinaria, aquaria en gespecialiseerde verzamelingen, maar met uitzondering echter van circussen, rondreizende tentoonstellingen en handelszaken voor dieren; »

5^o de punten 10, 11 en 12 worden opgeheven.

Art. 3

In hoofdstuk II van dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 3bis. — § 1. Het is verboden dieren te houden, tenzij deze behoren tot de op een lijst door de Koning aangewezen soorten of categorieën van dieren. Deze lijst doet geen afbreuk aan de wetgeving betreffende de bescherming van bedreigde diersoorten.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen dieren van andere soorten of categorieën dan die aangewezen door de Koning worden gehouden:

1^o in dierentuinen;

2^o door laboratoria;

3^o a) door particulieren op voorwaarde dat zij bewijzen kunnen voorleggen dat de dieren werden gehouden vóór de inwerkingtreding van het in artikel 3bis bedoelde besluit. Dit bewijs moet niet worden voorgelegd voor de nakomelingen van deze dieren, op voorwaarde dat ze zich bij de eerste eigenaar bevinden;

b) door particulieren erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort, op advies van het in artikel 5, § 2, tweede lid bedoelde comité van deskundigen.

De Koning bepaalt de procedure voor de toepassing van het bepaalde in a) en b). Hij kan bovendien bijzondere voorwaarden vaststellen voor het houden en het identificeren van de bedoelde dieren;

4^o door dierenartsen, voor zover het dieren van derden betreft die tijdelijk gehouden worden voor diergeneeskundige verzorging;

5^o door dierenasielen voor zover het een tijdelijk verblijf betreft van dieren die in beslag zijn genomen, waarvan afstand werd gedaan of die aangetroffen werden zonder dat vastgesteld kon worden wie de houder ervan is;

6^o door handelszaken voor dieren voor zover zij de dieren voor korte tijd houden en voor zover vooraf een schriftelijke overeenkomst met de natuurlijke personen of de rechtspersonen bedoeld in de punten 1^o, 2^o, 3^o b) en 7^o werd afgesloten;

7° dans des cirques ou collections itinérantes.»

§ 3. Sans préjudice des dérogations prévues au § 2, le Roi peut interdire à certaines des personnes physiques ou morales énumérées au § 2, la détention d'animaux d'autres espèces ou de catégories qu'il désigne.

Art. 4

L'article 5, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

1° « § 1^{er}. Sans préjudice de la législation sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, l'exploitation d'élevages de chiens, de chats, de refuges pour animaux, de pensions et d'établissements commerciaux pour animaux, de marchés et parcs zoologiques est soumise à l'agrément du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ou des autorités désignées par le Roi. »

2° dans le § 2, alinéa 2, les mots « zoos, parcs d'animaux et collections privées » sont remplacés par les mots « parcs zoologiques ».

3° le § 2 est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit:

« Le Roi peut imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent et soignent des animaux dans les établissements visés au § 1^{er}. »

4° Le § 3 est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit: « Le service vétérinaire, assisté ou non d'experts, procède à une enquête avant tout agrément. Les coûts afférents à l'agrément sont à charge des demandeurs. Le Roi fixe les montants de ces coûts. »

5° le § 4 est abrogé.

Art. 5

L'article 6 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit:

« § 2. Le Roi peut prescrire des mesures visant à assurer le bien-être des animaux utilisés pour distraire le public dans les cirques, expositions itinérantes, fêtes foraines et en d'autres circonstances. Il peut en outre imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent ou soignent les animaux visés. »

Art. 6

Dans l'article 7 de la même loi, les mots « certaines catégories d'animaux de compagnie » sont remplacés par les mots « les chiens et les chats ».

7° in circussen of in rondreizende tentoonstellingen.»

§ 3. Onverminderd de afwijkingen voorzien in § 2, kan de Koning het houden van door hem aangewezen dieren van andere soorten of categorieën verbieden aan sommige van de in § 2 opgesomde natuurlijke personen of rechtspersonen.

Art. 4

Artikel 5, § 1 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

1° « § 1. Onverminderd de wetgeving op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven is voor de uitbating van hondenkwekerijen, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions, handelszaken voor dieren, markten en dierentuinen een erkenning vereist van de Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort ofwel van de overheden die de Koning aanduidt. »

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden « zoo's, dierenparken en private verzamelingen » vervangen door het woord « dierentuinen ».

3° § 2 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

« De Koning kan bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor personen die dieren houden en verzorgen in de in § 1 vermelde instellingen. »

4° § 3 wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt: « De diergeneeskundige dienst stelt, al dan niet bijgestaan door deskundigen, voor elke erkenning vooraf een onderzoek in. De kosten voortvloeiend uit de erkenning zijn ten laste van de verzoekers. De Koning stelt de bedragen van deze kosten vast. »

5° § 4 wordt opgeheven.

Art. 5

In artikel 6 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt:

§ 2. De Koning kan maatregelen voorschrijven tot het waarborgen van het welzijn van dieren die tot vermaak van het publiek worden gebruikt in circussen, rondreizende tentoonstellingen, op kermissen en bij andere gelegenheden. Hij kan bovendien bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor de personen die de bedoelde dieren houden en verzorgen. »

Art. 6

In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « bij sommige categorieën gezelschapsdieren » vervangen door de woorden « bij honden en katten ».

Art. 7

L'article 8 de la même loi est abrogé.

Art. 8

L'article 9 de la même loi est modifié comme suit :

1^o dans les §§ 1 et 2 les mots « à un zoo ou à un parc d'animaux » sont remplacés par « ou à un parc zoologique »;

2^o Au § 2 les termes « ne peut être abattu » sont supprimés.

3^o le § 3 est remplacé par la disposition suivante:

« § 3. Les délais fixés au § 2 ne doivent pas être pris en considération lorsqu'un vétérinaire juge que l'animal doit être abattu. Dans ce cas, les données d'identification de l'animal ainsi que les motifs de l'euthanasie doivent être conservés à l'usage de l'ancien propriétaire de l'animal. »

Art. 9

L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Article 10. — Le Roi peut imposer les conditions afférentes à la commercialisation des animaux dans le but de les protéger et d'assurer leur bien-être.

Ces conditions ne peuvent se rapporter qu'à l'âge des animaux mis en vente, à leur identification, aux informations à l'acheteur, aux garanties pour l'acheteur et aux certificats y afférents, au traitement préventif contre des maladies, au conditionnement, à la présentation et à l'exposition en vue de la commercialisation. »

Art. 10

Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Article 11bis. — Il est interdit de faire de la publicité, en ce compris le placement d'annonces, dans le but de commercialiser des espèces animales qui ne figurent pas sur la liste établie en application de l'article 3bis, § 1^{er}.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1^{er} concerne également les chiens et les chats, sauf s'il s'agit d'annonces publiées dans des revues spécialisées ou lorsque la publicité est faite par des personnes possédant un établissement agréé visé à l'article 5. »

Art. 7

Artikel 8 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 8

Het artikel 9 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1^o in de §§ 1 en 2 worden de woorden « zoo of dierenpark » vervangen door de woorden « of dieren-tuin »;

2^o in § 2 worden de woorden « mag niet worden gedood, het » geschrapt.

3^o § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 3. De in § 2 gestelde termijnen, moeten niet in acht worden genomen wanneer een dierenarts oordeelt dat het dier moet worden gedood. In dit geval dienen de identificatiegegevens van het dier, aangevuld met de redenen van euthanasie bijgehouden worden ten behoeve van de vroegere eigenaar van het dier. »

Art. 9

Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 10. — De Koning kan voorwaarden opleggen aan de verhandeling van dieren met het doel hen te beschermen en hun welzijn te verzekeren.

Deze voorwaarden mogen slechts betrekking hebben op de leeftijd van de te koop aangeboden dieren, de identificatie, de informatie aan de koper, de waarborgen aan de koper en de getuigschriften in verband hiermede, de preventieve behandeling tegen ziekten, de verpakking, de aanbieding en de tentoonstelling voor de verhandeling. »

Art. 10

Een artikel 11bis luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Artikel 11bis. — Het is verboden reclame te maken, daarin begrepen het plaatsen van advertenties, met het oog op het verhandelen van diersoorten die niet voorkomen in de lijst aangelegd in toepassing van artikel 3bis, § 1.

De verbodsbepaling van het eerste lid betreft eveneens honden en katten, tenzij het gaat om advertenties in vaktijdschriften of wanneer de reclame wordt gemaakt door personen die een erkende inrichting bezitten als bedoeld in artikel 5. »

Art. 11

L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« *Article 12.* — Il est interdit de commercialiser des chiens et des chats sur la voie publique ainsi que sur les marchés, dans les foires, salons, expositions et en des circonstances similaires, de même qu'au domicile de l'acheteur, sauf si, dans ce dernier cas, l'initiative émane de l'acheteur même.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'interdiction établie à l'alinéa 1^{er}, à d'autres espèces ou catégories d'animaux. Il peut toutefois accorder la levée de cette interdiction pour la commercialisation sur les marchés par des personnes exploitant un établissement commercial agréé pour animaux. »

Art. 12

L'article 13, § 1^{er} de la même loi est modifié comme suit:

1^o au point 2, les mots « au transport » sont supprimés;

2^o Les points suivants sont ajoutés:

« 4. au transport, en ce compris la durée, la distance et les circonstances;

5. aux documents qui doivent être tenus à jour. »

Art. 13

L'article 16 de la même loi est modifié comme suit:

« 1^o le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante:

« Les dispositions du chapitre VI de la présente loi, à l'exception de l'article 16, § 2, alinéa 2, ne s'appliquent toutefois pas aux abattages prescrits par un rite religieux »;

2^o le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante:

« Le Roi peut déterminer que certains abattages prescrits par un rite religieux doivent être effectués dans des abattoirs agréés ou dans des établissements agréés par le Ministre de l'Agriculture, après concertation avec le Ministre de la Santé publique, par des sacrificateurs habilités à ce faire par les représentants du culte. »

Art. 11

Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« *Artikel 12.* — Het is verboden honden en katten te verhandelen op de openbare weg alsmede op markten, beurzen, salons, tentoonstellingen en bij soortgelijke gelegenheden evenals bij de koper thuis, tenzij in dit laatste geval het initiatief van de koper zelf uitgaat.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit het in het eerste lid ingestelde verbod uitbreiden tot andere soorten of categorieën van dieren. Hij kan evenwel ontheffing van dit verbod verlenen voor het verhandelen op markten door personen die een erkende handelszaak voor dieren exploiteren. »

Art. 12

Artikel 13, § 1 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1^o in punt 2 worden de woorden « het vervoer » geschrapt;

2^o volgende punten worden toegevoegd:

« 4. het vervoer, daarin begrepen de duur, de afstand en de omstandigheden;

5. de documenten die moeten worden bijgehouden. »

Art. 13

Artikel 16 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1^o § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De bepalingen van hoofdstuk VI van deze wet, artikel 16, § 2, tweede lid, uitgezonderd, zijn evenwel niet van toepassing op slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst »;

2^o § 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De Koning kan bepalen dat sommige slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst moeten worden uitgevoerd in erkende slachthuizen of in inrichtingen erkend door de Minister van Landbouw na overleg met de Minister van Volksgezondheid, door offeraars die daartoe zijn gemachtigd door de vertegenwoordigers van de eredienst. »

Art. 14

Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 17bis. — § 1^{er}. Il est interdit d'effectuer sur un vertébré une ou plusieurs interventions entraînant l'amputation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles de son corps.

§ 2. Le § 1^{er} ne s'applique pas aux :

1^o interventions nécessaires d'un point de vue vétérinaire;

2^o interventions obligatoires en vertu de la législation relative à la lutte contre les maladies des animaux;

3^o interventions pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la liste de ces interventions et fixe les cas dans lesquels et les méthodes selon lesquelles ces interventions peuvent être pratiquées. »

Art. 15

L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. — § 1^{er}. Il est interdit de participer à des expositions, expertises ou concours avec des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 2. Il est interdit d'admettre à une exposition, à une expertise ou à un concours, un animal ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 3. Il est interdit de commercialiser des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 4. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas d'application s'il peut être prouvé que l'intervention a été effectuée avant l'entrée en vigueur de l'interdiction visée à l'article 17bis. »

Art. 16

Dans l'article 20, § 1^{er}, de la même loi, les mots « article 3,15 » sont remplacés par les mots « aux conditions fixées dans ce chapitre ».

Art. 17

Dans l'article 21 de la même loi, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi peut déterminer la création de commissions éthiques dans les laboratoires où sont effectuées

Art. 14

Een artikel 17bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 17bis. — § 1. Het is verboden een of meer ingrepen bij een gewerveld dier te verrichten waarbij een gevoelig deel of delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is niet van toepassing op :

1^o ingrepen waarvoor een diergeneeskundige noodzaak bestaat;

2^o ingrepen die op grond van de wetgeving inzake de dierenziektenbestrijding verplicht zijn;

3^o ingrepen met het oog op het nutsgebruik van het dier of op de beperking van de voortplanting van de diersoort. De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de lijst van deze ingrepen vast en bepaalt de gevallen waarin en de wijze waarop die ingrepen mogen worden uitgevoerd. »

Art. 15

Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. — § 1. Het is verboden om deel te nemen aan tentoonstellingen, keuringen of wedstrijden met dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht.

§ 2. Het is verboden een dier dat een bij artikel 17bis verboden ingreep heeft ondergaan tot een tentoonstelling, keuring of wedstrijd toe te laten.

§ 3. Het verhandelen van dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht, is verboden.

§ 4. De bepalingen van voorafgaande paragrafen zijn niet van toepassing indien bewijzen voorgelegd kunnen worden dat de ingreep verricht is voor het van kracht worden van het in artikel 17bis bedoelde verbod. »

Art. 16

In artikel 20, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « artikel 3, 15 » vervangen door de woorden « de voorwaarden gesteld in dit hoofdstuk ».

Art. 17

In artikel 21 van dezelfde wet wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. De Koning kan bepalen dat ethische commissies opgericht worden bij de laboratoria waar proe-

des expériences qui peuvent provoquer des douleurs, des souffrances ou des lésions. Il en détermine la composition et le fonctionnement.

La Commission d'éthique a pour mission:

1° l'évaluation des expériences prévues et exécutées;

2° l'établissement de critères sur le plan de l'éthique concernant les expériences sur animaux;

3° la formulation d'avis aux directeur du laboratoire, maîtres d'expériences et collaborateurs en ce qui concerne les aspects d'éthique des expériences sur animaux;

4° la formulation d'avis aux autorités de contrôle en ce qui concerne les aspects d'éthique des expériences sur animaux.»

Art. 18

Article 23, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. Le Roi peut fixer des règles concernant l'origine des animaux d'expériences et fixer des conditions spéciales relatives à la détention d'animaux d'expériences de diverses catégories. Il peut en outre prescrire des règles visant à déterminer et à contrôler l'origine des animaux. Les chiens et les chats doivent toutefois être inscrits dans un registre avec mention de leur provenance. »

Art. 19

L'article 24 de la même loi est modifié comme suit:

1° le point 3 est remplacé par la disposition suivante:

« 3. Lorsqu'une expérience s'impose, le choix des espèces doit faire l'objet d'un examen attentif. Le choix des expériences sera guidé par le souci de sélectionner celles qui utilisent le nombre minimal d'animaux et les animaux les moins sensibles du point de vue neurophysiologique, qui causent le moins de douleur, de souffrance, d'angoisse et de dommages durables et pour lesquelles il y a le plus de chances d'obtenir des résultats satisfaisants. »

2° le point 4 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit:

« Lorsque l'anesthésie ne peut être pratiquée pour la raison précitée, il convient d'employer des analgésiques ou d'autres méthodes appropriées pour assurer que la douleur, la souffrance, l'angoisse ou le dommage soient limités. L'animal ne peut en aucun cas être exposé à une douleur, angoisse ou souffrance intenses. »

ven verricht worden die pijn, lijden of letsel kunnen veroorzaken. Hij bepaalt de samenstelling en de werking ervan.

De ethische commissie heeft als opdracht:

1° de evaluatie van de geplande en de uitgevoerde proeven;

2° het opstellen van criteria op ethisch vlak inzake dierproeven;

3° advies verlenen aan de laboratoriumdirecteur, proefleiders en medewerkers inzake ethische aspecten van dierproeven;

4° advies verlenen aan de toezichthoudende overheid inzake ethische aspecten van dierproeven. »

Art. 18

Artikel 23, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. De Koning kan regelen vaststellen betreffende de herkomst van de proefdieren en bijzondere voorwaarden bepalen met betrekking tot het houden van proefdieren van verschillende categorieën. Hij kan bovendien regelen voorschrijven om de herkomst van de dieren vast te stellen en te controleren. Honden en katten moeten echter in een register worden ingeschreven, met de vermelding van hun herkomst. »

Art. 19

Artikel 24 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1° het punt 3 wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 3. Indien een proef noodzakelijk is, moet de keuze van de diersoort worden overwogen. Indien er verschillende mogelijkheden zijn, moet gekozen worden voor proeven waarbij gebruik gemaakt wordt van een minimum aantal dieren, waarbij dieren betrokken worden met de laagste graad van neurofysiologische gevoeligheid en waarbij een minimum aan pijn, lijden, ongemak of letsel wordt berokkend, met de grootste kans op een bevredigend resultaat. »

2° het punt 4 wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt:

« Indien de verdoving om hoger aangehaalde reden niet toegepast kan worden, moeten analgetica of andere passende methoden worden gebruikt om te waarborgen dat pijn, lijden, ongemak of letsel wordt beperkt. Het dier mag in geen geval blootstaan aan hevige pijn, groot ongemak of leed. »

Art. 20

L'article 26, § 1^{er}, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut fixer des règles supplémentaires concernant la formation du maître d'expérience. »

Art. 21

L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut fixer des règles concernant la formation et la qualification du personnel qui est chargé de l'exécution des expériences sur des animaux et des soins aux animaux d'expérience. »

Art. 22

L'article 33, § 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi peut fixer les conditions de formation des préposés des associations agréées.

Il peut régler les modalités selon lesquelles les associations agréées et leurs préposés ainsi que les personnes désignées par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sur proposition du Conseil du bien-être des animaux, collaborent avec les agents de l'autorité qu'il désigne. »

Art. 23

Dans l'article 34 de la même loi, les mots « et autres agents désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions », sont remplacés par les mots « les vétérinaires-fonctionnaires de l'Institut d'expertise vétérinaire, les vétérinaires agréés ou autres agents désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ».

Art. 24

L'article 35 de la même loi est modifié comme suit :

1^o le texte néerlandais du 3^o est remplacé comme suit :

« een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen; »

2^o Dans le 5^o, les mots « article 19 » sont remplacés par les mots « article 17bis ».

Art. 20

Artikel 26, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan bijkomende regelen vaststellen met betrekking tot de vorming en de opleiding van de proefleider. »

Art. 21

Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan regelen vaststellen in verband met de vorming en de opleiding van het personeel belast met de uitvoering van de dierproeven en de verzorging van de proefdieren. »

Art. 22

Artikel 33, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Koning kan voorwaarden bepalen voor de opleiding van de aangestelden van de erkende verenigingen.

Hij kan de wijze regelen waarop de erkende verenigingen en hun aangestelden alsmede de personen die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort aangewezen zijn op voordracht van de Raad van dierenwelzijn, met de door Hem aangewezen overheidspersonen samenwerken. »

Art. 23

In artikel 34 van dezelfde wet worden de woorden « en andere ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort » vervangen door de woorden « de inspecteur-keurders van het Instituut voor veterinaire keuring, de aangenomen dierenartsen of andere ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort ».

Art. 24

Artikel 35 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o de Nederlandse tekst van 3^o wordt als volgt vervangen :

« een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen; »

2^o In 5^o worden de woorden « artikel 19 » vervangen door de woorden « artikel 17bis ».

Art. 25

§ 1^{er}. L'article 36 de la même loi est modifié comme suit :

1^o dans le 2^o, les mots « d'augmenter artificiellement et temporairement ses prestations » sont remplacés par les mots « d'influencer ses prestations ».

2^o le 7^o est remplacé comme suit :

« 7^o se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sous réserve des dérogations que le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut accorder selon les conditions fixées par le Roi; »

3^o Le 9^o est remplacé par la disposition suivante :

« 9^o utilise un animal à des fins de dressage, d'une mise en scène, de publicité ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il résulte de cette utilisation impropre des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables; »

4^o Dans le 13^o, les mots « par voie postale » sont insérés après les mots « contre remboursement ».

5^o Dans le 14^o, les mots « l'article 5, § 4 » sont supprimés.

6^o Il est ajouté des points 15^o et 16^o, rédigés comme suit :

« 15^o détient ou commercialise des animaux teints. »

« 16^o propose ou décerne des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions. »

Ces dérogations ne peuvent être accordées qu'à l'occasion de festivités, marchés annuels, concours et autres manifestations ayant un caractère professionnel ou assimilé.

Art. 26

L'article 42, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires visés à l'article 34 de la loi peuvent, en cas d'infraction, saisir les animaux, les cadavres, la viande ou les objets qui font l'objet de l'infraction, qui ont servi à commettre l'infraction ou qui devaient servir à commettre l'infraction. »

Art. 25

§ 1. Artikel 36 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in 2^o worden de woorden « kunstmatig en tijdelijk te verhogen » vervangen door de woorden « te beïnvloeden ».

2^o het 7^o wordt vervangen als volgt :

« 7^o honden als last- en trekdieren gebruikt, onverminderd de afwijkingen die de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort kan verlenen volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt; »

3^o Punt 9^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9^o een dier gebruikt voor africhting, enscenering, reclame of gelijkaardige doeleinden in de mate dat dit oneigenlijk gebruik duidelijk leidt tot vermijdbare pijn, lijden of letsel; »

4^o In punt 13^o worden de woorden « per post » na de woorden « onder rembours verzendt » ingevoegd.

5^o In punt 14^o worden de woorden « artikel 5, § 4 », geschrapt.

6^o Een 15^o en een 16^o worden toegevoegd luidend als volgt :

« 15^o geverfde dieren houdt of verhandelt. »

« 16^o dieren als prijs, beloning of gift uitlooft of uitreikt bij wedstrijden, verlotingen, weddenschappen of andere gelijkaardige evenementen, behalve de afwijkingen welke door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort kunnen verleend worden. »

Deze afwijkingen kunnen slechts verleend worden ter gelegenheid van feesten, jaarmarkten, wedstrijden en andere manifestaties met een professioneel of geassimileerd karakter.

Art. 26

Artikel 42, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De overheidspersonen bedoeld in artikel 34 van de wet kunnen, in geval van overtreding, de dieren, de kadavers, het vlees of de voorwerpen die het voorwerp vormen van de inbreuk of die gediend hebben om de inbreuk te plegen of die bestemd waren om de inbreuk te begaan, in beslag nemen. »

Art. 27

Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 45bis. — Les dispositions de la présente loi sont applicables en cas d'infraction aux règlements de la Communauté économique européenne relatifs à des matières que la présente loi fait relever du pouvoir réglementaire du Roi, et qui sont en vigueur dans le Royaume. »

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre, dans le cadre de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent du Traité de la C.E.E. et des actes internationaux pris en vertu de ce traité, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions législatives. »

Art. 28

Dans l'article 46 de la même loi, les mots « à l'exception de l'article 19 » sont remplacés par les mots « à l'exception des articles 3bis et 17bis qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi. »

Art. 29

La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le premier jour du sixième mois.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET.

Le Ministre de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS.

*Le Ministre de la Santé publique
et de l'Environnement,*

M. DE GALAN.

Art. 27

Een artikel 45bis, luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 45bis. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing bij overtreding van de verordeningen van de Europese Economische Gemeenschap die van kracht zijn in het Rijk en materies betreffende welke op grond van deze wet tot de verordening-bevoegdheid van de Koning behoren. »

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het E.E.G.-verdrag en de krachtens dit verdrag tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden. »

Art. 28

In artikel 46 van dezelfde wet worden de woorden « uitgezonderd artikel 19 » vervangen door de woorden « uitgezonderd de artikelen 3bis en 17bis die in werking treden op de door de Koning te bepalen datum ».

Art. 29

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 11 dat in werking treedt de eerste dag van de zesde maand.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET.

De Minister van Landbouw,

A. BOURGEOIS.

*De Minister van Volksgezondheid
en Leefmilieu,*

M. DE GALAN.

AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS AU CONSEIL D'ETAT

Article 1^{er}

L'article 2 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux est abrogé.

Art. 2

§ 1^{er}. L'article 3 de la même loi est modifié comme suit :

1^o le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Elevage de chiens : établissement où sont détenues des chiennes pour la reproduction, où naissent annuellement au moins trois nichées et où ne sont commercialisés que des chiens provenant de cet élevage » ;

2^o le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Elevage de chats : établissement où sont détenues des chattes pour la reproduction, où naissent annuellement au moins trois portées et où ne sont commercialisés que des chats provenant de cet élevage » ;

3^o dans le point 3, les mots « des animaux saisis ou confisqués » sont insérés entre les mots « abandonnés ou négligés » et « un abri » ;

4^o le point 9 est remplacé par la disposition suivante :

« 9. Parc zoologique : tout établissement accessible au public où sont détenus et exposés des animaux vivants, y compris les parcs d'animaux, les parcs-safari, les dolphinariums, les aquariums et les collections spécialisées, à l'exclusion cependant des cirques, des collections itinérantes et des établissements commerciaux pour animaux » ;

5^o les points 10, 11 et 12 sont abrogés.

Art. 3

Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 3bis. — § 1^{er}. Il est interdit de détenir des animaux n'appartenant pas aux espèces ou aux catégories mentionnées sur une liste établie par le Roi. Cette liste ne porte pas préjudice à la législation relative à la protection des espèces animales menacées.

§ 2. En dérogation au § 1^{er}, des animaux autres que ceux indiqués par le Roi peuvent être détenus :

1^o dans des parcs zoologiques ;

2^o dans des laboratoires ;

3^o a) par des particuliers, à condition qu'ils puissent prouver que les animaux étaient détenus avant l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 3bis, à moins qu'il ne s'agisse de la progéniture de ces animaux et qu'elle ne se trouve chez le premier propriétaire ;

b) par des particuliers agréés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, sur avis du comité d'experts visé à l'article 5, § 2, deuxième alinéa.

Le Roi fixe la procédure pour l'exécution du a) et du b) et Il peut fixer des conditions supplémentaires pour la détention et l'identification de ces animaux ;

VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD AAN DE RAAD VAN STATE

Artikel 1

Artikel 2 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt opgeheven.

Art. 2

§ 1. Artikel 3 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o het punt 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. Hondenkwekerij : instelling waarin teven voor de kweek worden gehouden, waar jaarlijks tenminste drie nesten geboren worden en waar slechts in het bedrijf zelf gekweekte honden worden verhandeld » ;

2^o het punt 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Kattenkwekerij : instelling waarin kattinnen voor de kweek worden gehouden, waar jaarlijks tenminste drie nesten geboren worden en waar slechts in het bedrijf zelf gekweekte katten worden verhandeld » ;

3^o punt 3 wordt aangevuld met de woorden « in beslag genomen of verbeurdverklaarde dieren » ;

4^o punt 9 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9. Dierentuin : elke voor het publiek toegankelijke inrichting waar levende dieren worden gehouden om te worden tentoongesteld, met inbegrip van dierenparken, safariparken, dolfinaria, aquaria en gespecialiseerde verzamelingen, maar met uitzondering echter van circussen, rondreizende tentoonstellingen en handelszaken voor dieren » ;

5^o de punten 10, 11 en 12 worden opgeheven.

Art. 3

Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 3bis. — § 1. Het is verboden dieren te houden, tenzij deze behoren tot de op een lijst door de Koning aangewezen soorten of categorieën van dieren. Deze lijst doet geen afbreuk aan de wetgeving betreffende de bescherming van bedreigde diersoorten.

§ 2. In afwijking van § 1 mogen andere dieren dan deze aangewezen door de Koning gehouden worden :

1^o in dierentuinen ;

2^o door laboratoria ;

3^o a) door particulieren op voorwaarde dat zij bewijzen kunnen voorleggen dat de dieren werden gehouden vóór de inwerkingtreding van het in artikel 3bis bedoelde besluit, tenzij het nakomelingen van deze dieren betreffen en deze zich bevinden bij de eerste eigenaar ;

b) door particulieren erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort, op advies van het in artikel 5, § 2, tweede lid, bedoelde comité van deskundigen.

De Koning bepaalt de procedure voor de uitvoering van a) en b) en Hij kan bijkomende voorwaarden stellen aan het houden en het identificeren van dergelijke dieren door particulieren ;

4° par des vétérinaires, pour autant que les animaux qui leur sont confiés par des tierces personnes soient détenus temporairement pour des soins vétérinaires;

5° par des refuges pour animaux, pour autant qu'il s'agisse d'un hébergement temporaire d'animaux saisis, d'animaux dont il est fait abandon ou recueillis dont le détenteur n'a pu être identifié;

6° par des établissements commerciaux pour animaux, pour autant qu'ils détiennent les animaux pour une courte durée et à condition que les animaux soient destinés par contrat à des personnes physiques ou morales visés aux points 1°, 2°, 3°, b), et 7°;

7° dans des cirques ou collections itinérantes.»

§ 3. Sans préjudice des dérogations prévues au § 2, le Roi peut interdire à certaines des personnes physiques ou morales énumérées au § 2, la détention d'espèces animales qu'il désigne.»

Art. 4

L'article 5 de la même loi est modifié comme suit:

1° dans le § 1^{er}, les mots « du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions » sont remplacés par les mots « selon le cas que le Roi détermine, soit du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, soit de tout autre autorité qu'il désigne »;

2° dans le § 1^{er}, les mots « zoos, parcs d'animaux, collections privées et établissements récréatifs » sont remplacés par les mots « parcs zoologiques »;

3° dans le § 2, les mots « zoos, parcs d'animaux et collections privées » sont remplacés par les mots « parcs zoologiques »;

4° le § 2, deuxième alinéa, est complété comme suit: « Le Roi peut déterminer que la compétence des personnes qui détiennent et soignent des animaux dans les établissements visés au § 1^{er} est établie selon les conditions qu'il fixe »;

5° le § 3 est complété par un alinéa, rédigé comme suit: « Le Roi peut fixer le montant des frais administratifs qui devront être payés par l'intéressé pour tous les déclarations, enregistrements, et agrégations prévus par la loi »;

6° le § 4 est abrogé.

Art. 5

L'article 6 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit:

« § 2. Le Roi peut prescrire des mesures visant à assurer le bien-être des animaux utilisés à des fins de distraction du public dans les cirques, les collections itinérantes, les fêtes foraines et les autres établissements. Il peut en outre déterminer que la compétence des personnes qui y détiennent et soignent les animaux est établie selon les conditions qu'il fixe. »

Art. 6

Dans l'article 7 de la même loi, les mots « certaines catégories d'animaux de compagnie » sont remplacés par les mots « les chiens et les chats ».

4° door dierenartsen, voor zover het dieren van derden betreft die tijdelijk gehouden worden voor diergeneeskundige verzorging;

5° door dierenasielen voor zover het een tijdelijk verblijf betreft van dieren die in beslag zijn genomen, waarvan afstand werd gedaan of die aangetroffen werden zonder dat vastgesteld kon worden wie de houder ervan is;

6° door handelszaken voor dieren voor zover zij de dieren voor korte tijd houden en op voorwaarde dat de dieren contractueel bestemd zijn voor fysieke of rechtspersonen bedoeld in de punten 1°, 2°, 3°, b), en 7°;

7° in circussen of in rondreizende tentoonstellingen.»

§ 3. Onverminderd de afwijkingen voorzien in § 2, kan de Koning het houden van door hem aangewezen diersoorten verbieden aan sommige van de in § 2 opgesomde morele of fysieke personen.»

Art. 4

Artikel 5 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 1 worden de woorden « van de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort » vervangen door de woorden « naargelang van het door de Koning bepaalde geval, ofwel van de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort ofwel van een andere overheid die Hij aanduidt »;

2° in § 1 worden de woorden « zoo's, dierenparken, private verzamelingen en recreatieve instellingen » vervangen door het woord « dierentuinen »;

3° in § 2 worden de woorden « zoo's, dierenparken en private verzamelingen » vervangen door het woord « dierentuinen »;

4° § 2, lid 2, wordt aangevuld als volgt: « De Koning kan bepalen dat de bekwaamheid van personen die dieren houden en verzorgen in de in § 1 bedoelde inrichtingen aangetoond wordt op de door hem gestelde voorwaarden »;

5° § 3 wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt: « De Koning kan de vergoeding voor de administratieve kosten vaststellen, die voor alle door de wet voorziene aangiften, registraties en erkenningen, door de betrokkene moeten worden betaald »;

6° § 4 wordt opgeheven.

Art. 5

Artikel 6 van dezelfde wet, waarvan de huidige formulering § 1 vormt, wordt aangevuld door een § 2, luidend als volgt:

« § 2. De Koning kan maatregelen voorschrijven om het welzijn van dieren te verzekeren in circussen, rondreizende tentoonstellingen, kermissen en andere instellingen waar dieren gebruikt of ingezet worden tot verstrooiing van de mens. Hij kan bovendien bepalen dat de bekwaamheid van de personen die dieren houden en verzorgen aangetoond wordt op de door Hem gestelde voorwaarden. »

Art. 6

In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « bij sommige categorieën gezelschapsdieren » vervangen door de woorden « bij honden en katten ».

Art. 7

L'article 8 de la même loi est abrogé.

Art. 8

L'article 9 de la même loi est modifié comme suit :

1^o dans les §§ 1 et 2 les mots « à un zoo ou à un parc d'animaux » sont remplacés par « ou à un parc zoologique ».

2^o dans le § 3 le mot « procès-verbal » est remplacé par les mots « registre ou attestation ».

Art. 9

L'article 10 de la même loi est modifié comme suit :

1^o dans le § 1^{er} les mots « animaux domestiques agricoles » sont remplacés par le mot « animaux ».

2^o le § 2, alinéa premier est abrogé.

3^o dans le § 2, deuxième alinéa les mots « aux informations à l'acheteur » sont insérés entre les mots « à leur identification » et « aux garanties ».

Art. 10

L'article 11 de la même loi dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Il est interdit de faire de la publicité, y compris le placement d'annonces, pour la commercialisation d'espèces animales qui ne sont pas reprises dans la liste visée à l'article 3bis, § 1^{er}.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également d'application pour les chiens et les chats sauf en ce qui concerne les annonces publiées dans les revues spécialisées, et à l'exception des personnes qui possèdent un établissement agréé conformément à l'article 5 ».

Art. 11

L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. — § 1^{er}. La commercialisation des chiens et des chats, sur les marchés, sur la voie publique, dans les foires, salons, expositions et autres manifestations assimilables ainsi qu'au domicile de l'acheteur, sauf à l'initiative de ce dernier, est interdite. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre cette interdiction à d'autres espèces animales.

§ 2. La commercialisation sur les marchés d'autres espèces animales désignées par le Roi est interdite sauf pour les personnes qui détiennent un établissement agréé visé à l'article 5. »

Art. 12

L'article 13 de la même loi est modifié comme suit :

1^o dans le point 2 du § 1^{er} les mots « au transport » sont supprimés.

2^o le § 1^{er} est complété par des points 4^o et 5^o rédigés comme suit :

« 4^o au transport, y compris la durée, la distance et les circonstances;

5^o aux documents qu'on doit tenir à jour ».

Art. 7

Artikel 8 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 8

Het artikel 9 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in de §§ 1 en 2 worden de woorden « zoo of dierenpark » vervangen door de woorden « of dierentuin ».

in § 3 wordt het woord « proces-verbaal » vervangen door de woorden « register of attest ».

Art. 9

Artikel 10 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in § 1 wordt het woord « landbouwhuisdieren » vervangen door het woord « dieren ».

2^o het § 2, eerste lid wordt opgeheven.

3^o in § 2, tweede lid worden tussen de woorden « de identificatie » en « de waarborgen » de woorden « de informatie aan de koper » ingevoegd.

Art. 10

Artikel 11 van dezelfde wet waarvan de huidige formulering het § 1 vormt, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Het is verboden publiciteit te voeren, met inbegrip van het plaatsen van advertenties, voor de verhandeling van diersoorten die niet opgenomen zijn in de lijst bedoeld in artikel 3bis, § 1.

De bepalingen van voorgaande alinea zijn eveneens van toepassing op honden en katten, behalve voor wat betreft advertenties in vaktijdschriften en behalve voor personen die beschikken over een inrichting erkend overeenkomstig artikel 5 ».

Art. 11

Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12. — § 1. De verhandeling van honden en katten op de markten, op de openbare weg, in beurzen, salons, tentoonstellingen en andere soortgelijke organisaties evenals bij de koper thuis, behalve op zijn eigen initiatief, is verboden. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit bepalen dat deze verbodsbepaling zich uitstrekt tot andere diersoorten.

§ 2. Het verhandelen op markten van andere door de Koning aangeduide diersoorten is verboden behalve voor personen die beschikken over een in artikel 5 bedoelde erkende inrichting. »

Art. 12

Artikel 13 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in § 1, punt 2 worden de woorden « het vervoer » geschrapt.

2^o het § 1 wordt aangevuld met de punten 4^o en 5^o luidend als volgt :

« 4^o het vervoer, hierbij inbegrepen de duur, de afstand en de omstandigheden;

5^o de documenten die bijgehouden dienen te worden ».

Art. 13

L'article 16 de la même loi est complété comme suit :

1^o dans le § 1^{er} les mots « à l'exception de l'article 16, § 2, deuxième alinéa » sont insérés entre les mots « présente loi » et les mots « n'est toutefois pas ».

2^o le § 1^{er}, deuxième alinéa est complété par le mot « reconnu ».

3^o au § 2, dernier alinéa, les mots « ou dans des établissements désignés par le Ministre avec l'accord du Ministre de la Santé publique » sont insérés avant les mots « par des sacrificateurs habilités ».

Art. 14

Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 17bis. — § 1^{er}. Il est interdit d'effectuer sur un vertébré une ou plusieurs interventions entraînant l'amputation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles de son corps.

§ 2. Le § 1^{er} ne s'applique pas aux :

1. interventions nécessaires d'un point de vue vétérinaire;
2. interventions obligatoires en vertu d'une prescription légale;

3. interventions pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter le reproduction dont la liste, les méthodes à utiliser et les conditions dans lesquels ces interventions peuvent être pratiquées sont fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 15

L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

Article 19, § 1^{er}. Il est interdit de participer à des expositions, expertises ou concours avec des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 2. Il est interdit d'admettre à une exposition, à une expertise ou à un concours, un animal ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 3. Il est interdit de constituer des stocks, de mettre en vente, de vendre et d'acheter des animaux ayant subi une intervention interdite à l'article 17bis.

§ 4. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas d'application s'il peut être prouvé que l'intervention a été effectuée avant l'entrée en vigueur de l'interdiction visée à l'article 17bis.

Art. 16

Dans l'article 20, § 1^{er} de la même loi, les mots « article 3, 15 » sont remplacés par les mots « aux conditions fixées dans ce chapitre ».

Art. 17

Dans l'article 21 de la même loi, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi peut déterminer la création de commissions éthiques dans les laboratoires où sont effectuées des expériences qui peuvent provoquer des douleurs, des souffrances ou des lésions. Il en détermine la composition et le fonctionnement. »

Art. 13

Artikel 16 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

1^o in § 1 worden de woorden « met uitzondering van artikel 16, § 2, tweede alinea » ingelast tussen de woorden « Hoofdstuk VI » en de woorden « van deze wet ».

2^o in § 1, tweede alinea wordt het woord « erkende » ingelast vóór de woorden « religieuze ritus. »

3^o in § 2, laatste lid van dezelfde wet worden na de woorden « worden uitgevoerd in slachthuizen » de woorden « of in inrichtingen aangeduid door de Minister, na overleg met de Minister van Volksgezondheid » ingevoegd.

Art. 14

Een artikel 17bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 17bis. — § 1. Het is verboden een of meer ingrepen bij een gewerveld dier te verrichten waarbij een gevoelig deel of delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is niet van toepassing op :

1. ingrepen waarvoor een diergeneeskundige noodzaak bestaat;
2. ingrepen die krachtens een wettelijk voorschrift verplicht zijn;
3. ingrepen voor het nutsgebruik van het dier of ter beperking van de voortplanting, vastgesteld door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit met bepalingen over de wijze waarop en de gevallen waarin deze ingrepen slechts mogen worden verricht. »

Art. 15

Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 19, § 1. Het is verboden om deel te nemen aan tentoonstellingen, keuringen of wedstrijden met dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht.

§ 2. Het is verboden een dier dat een bij artikel 17bis verboden ingreep heeft ondergaan tot een tentoonstelling, keuring of wedstrijd toe te laten.

§ 3. Het voor de verkoop in voorraad hebben, ten verkoop aanbieden, verkopen en kopen van dieren waarbij een bij artikel 17bis verboden ingreep is verricht, is verboden.

§ 4. De bepalingen van voorafgaande paragrafen zijn niet van toepassing indien bewijzen voorgelegd kunnen worden dat de ingreep verricht is voor het van kracht worden van het in artikel 17bis bedoelde verbod.

Art. 16

In artikel 20, § 1 van dezelfde wet worden de woorden « artikel 3, 15 » vervangen door de woorden « de voorwaarden gesteld in dit hoofdstuk ».

Art. 17

In artikel 21 van dezelfde wet wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. De Koning kan bepalen dat ethische commissies opgericht worden bij de laboratoria waar proeven verricht worden die pijn, lijden of letsel kunnen veroorzaken. Hij bepaalt de samenstelling en de werking ervan. »

Art. 18

L'article 23, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Le Roi peut fixer des règles concernant l'origine des animaux d'expériences et fixer des conditions spéciales relatives à la détention d'animaux d'expériences de diverses catégories. Il peut en outre prescrire des règles visant à déterminer et à contrôler l'origine des animaux. Les chiens et les chats doivent toutefois être inscrits dans un registre avec mention de leur provenance. »

Art. 19

L'article 24 de la même loi est modifié comme suit :

1^o le point 3 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Lorsqu'une expérience s'impose, le choix des espèces doit faire l'objet d'un examen attentif. Le choix des expériences sera guidé par le souci de sélectionner celles qui utilisent le nombre minimal d'animaux et les animaux les moins sensibles du point de vue neurophysiologique, qui causent le moins de douleur, de souffrance, d'angoisse et de dommages durables et pour lesquelles il y a le plus de chances d'obtenir des résultats satisfaisants. »

2^o le point 4 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Lorsque l'anesthésie ne peut être pratiquée pour la raison précitée, il convient d'employer des analgésiques ou d'autres méthodes appropriées pour assurer que la douleur, la souffrance, l'angoisse ou le dommage soient limités. »

L'animal ne peut en aucun cas être exposé à une douleur, angoisse ou souffrance intenses. »

Art. 20

L'article 26, § 1^{er}, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut fixer des règles supplémentaires concernant la formation du maître d'expérience. »

Art. 21

L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut fixer des règles concernant la formation et la qualification du personnel qui est chargé de l'exécution des expériences sur les animaux et des soins aux animaux d'expérience. »

Art. 22

L'article 33, § 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi peut fixer les conditions de formation des préposés des associations agréées. Il peut régler les modalités selon lesquelles les associations agréées et leurs préposés ainsi que les personnes désignées par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sur proposition du Conseil du bien-être des animaux, collaborent avec les agents de l'autorité qu'il désigne. »

Art. 18

Artikel 23, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Koning kan regelen vaststellen betreffende de herkomst van de proefdieren en bijzondere voorwaarden bepalen met betrekking tot het houden van proefdieren van verschillende categorieën. Hij kan bovendien regelen voorschrijven om de herkomst van de dieren vast te stellen en te controleren. Honden en katten moeten echter in een register worden ingeschreven, met de vermelding van hun herkomst. »

Art. 19

Artikel 24 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o het punt 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3. Indien een proef noodzakelijk is, moet de keuze van de diersoort worden overwogen. Indien er verschillende mogelijkheden zijn, moet gekozen worden voor proeven waarbij gebruik gemaakt wordt van een minimum aantal dieren, waarbij dieren betrokken worden met de laagste graad van neurofysiologische gevoeligheid en waarbij een minimum aan pijn, lijden, ongemak of letsel wordt berokkend, met de grootste kans op een bevredigend resultaat. »

2^o het punt 4 wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Indien de verdoving om hoger aangehaalde reden niet toegepast kan worden, moeten analgetica of andere passende methoden worden gebruikt om te waarborgen dat pijn, lijden, ongemak of letsel wordt beperkt. »

Het dier mag in geen geval blootstaan aan hevige pijn, groot ongemak of leed. »

Art. 20

Artikel 26, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning kan bijkomende regelen vaststellen met betrekking tot de vorming en de opleiding van de proefleider. »

Art. 21

Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan regelen vaststellen in verband met de vorming en de opleiding van het personeel belast met de uitvoering van de diervoorproeven en de verzorging van de proefdieren. »

Art. 22

Artikel 33, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Koning kan voorwaarden bepalen voor de opleiding van de aangestelden van de erkende verenigingen. Hij kan de wijze regelen waarop de erkende verenigingen en hun aangestelden alsmede de personen die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort aangewezen zijn op voordracht van de Raad van dierenwelzijn, met de door Hem aangewezen overheidspersonen bepalen. »

Art. 23

Dans l'article 34 de la même loi, les mots « et autres agents désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions », sont remplacés par les mots « les vétérinaires-fonctionnaires de l'Institut d'expertise vétérinaire, les vétérinaires agréés ou autres agents désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ».

Art. 24

L'article 35 de la même loi est modifié comme suit:

1^o Dans le 3^o, le mot « dier » est supprimé dans le texte néerlandais.

Dans le 5^o, les mots « article 19 » sont remplacés par les mots « article 17bis ».

Art. 25

§ 1^{er}. L'article 36 de la même loi est modifié comme suit:

1^o Dans le 2^o, les mots « d'augmenter artificiellement et temporairement ses prestations » sont remplacés par les mots « d'influencer ses prestations ».

2^o Dans le 7^o, les mots « selon les conditions qu'il fixe » sont insérés après les mots « qui pourront être accordées par le ministre ».

3^o Le 9^o est remplacé par la disposition suivante:

« 9^o utilise un animal à des fins de dressage, d'une mise en scène d'un film, de publicité ou à des fins similaires, dans la mesure où, suite à une utilisation impropre, il est évident qu'il en résulte des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables; »

4^o Dans le 13^o, les mots « par voie postale » sont insérés après les mots « contre remboursement. »

5^o Dans le 14^o, les mots « l'article 5, § 4 », sont supprimés.

6^o Il est ajouté des points 15^o et 16^o, rédigés comme suit:

« 15^o détient ou commercialise des animaux teints;

16^o propose ou décerne des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions. »

Art. 26

L'article 42, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

« Les fonctionnaires visés à l'article 34 de la loi peuvent, en cas d'infraction, saisir les animaux, les cadavres, la viande ou les objets qui font l'objet de l'infraction, qui ont servi à commettre l'infraction ou qui devaient servir à commettre l'infraction. »

Art. 27

Un article 45bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Article 45bis. — Les dispositions de la présente loi sont applicables en cas d'infraction aux règlements de la Communauté

Art. 23

In artikel 34 van dezelfde wet worden de woorden « en andere ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort » vervangen door de woorden « de inspecteur-keurders van het Instituut voor veterinaire keuring, de aangenomen dierenartsen of andere ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort ».

Art. 24

Artikel 35 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1^o In 3^o het woord « dier » schrappen.

2^o In 5^o worden de woorden « artikel 19 » vervangen door de woorden « artikel 17bis ».

Art. 25

§ 1. Artikel 36 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt:

1^o In 2^o worden de woorden « kunstmatig en tijdelijk te verhogen » vervangen door de woorden « te beïnvloeden ».

2^o In punt 7^o worden na de woorden « door de Minister kunnen verleend worden » de woorden « volgens de voorwaarden die Hij bepaalt » ingevoegd.

3^o Punt 9^o wordt vervangen door de volgende bepaling:

« 9^o een dier gebruikt voor africhting, enscenering, reclame of gelijkaardige doeleinden indien dit ingevolge oneigenlijk gebruik duidelijk leidt tot vermijdbare pijn, lijden of letsel; »

4^o In punt 13^o worden de woorden « per post » na de woorden « onder rembours verzendt » ingevoegd.

5^o In punt 14^o worden de woorden « artikel 5, § 4 » geschrapt.

6^o Punten 15^o en 16^o worden ingelast luidend als volgt:

« 15^o geverfde dieren houdt of verhandelt;

16^o dieren als prijs, beloning of gift uit te loven of uit te reiken bij wedstrijden, verlotingen, weddenschappen of bij andere dergelijke evenementen, behalve de afwijkingen welke door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort kunnen verleend worden. »

Art. 26

Artikel 42, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De overheidspersonen bedoeld in artikel 34 van de wet kunnen, in geval van overtreding, de dieren, de kadavers, het vlees of de voorwerpen die het voorwerp vormen van de inbreuk of die gediend hebben om de inbreuk te plegen of die bestemd waren om de inbreuk te begaan, in beslag nemen. »

Art. 27

Een artikel 45bis, luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Artikel 45bis. — De bepalingen van deze wet zijn van toepassing bij overtreding van de verordeningen van de Europese Eco-

économique européenne relatifs à des matières que la présente loi fait relever du pouvoir réglementaire du Roi, et qui sont en vigueur dans le Royaume.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres prendre, dans le cadre de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent du Traité de la C.E.E. et des actes internationaux pris en vertu de ce traité, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions législatives.»

Art. 28

Dans l'article 46 de la même loi, les mots «à l'exception de l'article 19» sont remplacés par les mots «à l'exception des articles 3*bis* et 17*bis* qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi».

Art. 29

La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le premier jour du sixième mois.

nomische Gemeenschap die van kracht zijn in het Rijk en materies betreffende welke op grond van deze wet tot de verordeningsbevoegdheid van de Koning behoren.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het E.E.G.-verdrag en de krachtens dit verdrag tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden.»

Art. 28

In artikel 46 van dezelfde wet worden de woorden «uitgezonderd artikel 19» vervangen door de woorden «uitgezonderd de artikelen 3*bis* en 17*bis* die in werking treden op de door de Koning te bepalen datum».

Art. 29

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 11 dat in werking treedt de eerste dag van de zesde maand.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, huitième chambre, saisi par le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture, le 8 février 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi « modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux », a donné le 18 mai 1993 l'avis suivant :

Art. 2

1. Il conviendrait de supprimer la mention « § 1^{er} ».

2. A l'article 3, point 1, en projet, de la loi du 14 août 1986 (art. 2, 1^o, de la loi en projet), il y aurait lieu d'écrire, dans la version néerlandaise: «... en waar alleen in deze instelling gekweekte honden worden verhandeld ».

Une observation similaire vaut également en ce qui concerne la définition de l'« élevage de chats » qui figure à l'article 3, point 2, en projet, de la loi (art. 2, 2^o, du projet).

3. Il conviendrait de rédiger le 3^o comme suit:

« Au point 3, les mots « abandonnés ou négligés » sont remplacés par les mots « abandonnés, négligés, saisis ou confisqués. »

Art. 3

1. Il conviendrait de compléter la phrase liminaire comme suit:

« Dans le chapitre II de la même loi, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit: »

2. L'article 3bis, § 1^{er}, deuxième phrase, en projet dispose que la liste établie par le Roi des espèces ou catégories d'animaux qu'il est permis de détenir « ne porte pas préjudice à la législation relative à la protection des espèces animales menacées ».

Implicitement, cette disposition, qui est en fait dépourvue de valeur normative, a pour but de souligner que l'établissement de la liste considérée n'affecte en rien la compétence des Régions dans le domaine de la protection et de la conservation de la nature (art. 6, § 1^{er}, III, de la loi spéciale du 8 août 1980).

Ce but devrait être amplement explicité dans l'exposé des motifs.

3. Il y aurait lieu de rédiger la phrase introductive de l'article 3bis, § 2, en projet, de la manière suivante:

« Par dérogation au § 1^{er}, des animaux d'espèces ou de catégories autres que celles désignées par le Roi peuvent être détenus: »

4. Il a été communiqué au Conseil d'Etat que, dans l'article 3bis, § 2, 3^o, a), en projet, la phrase subordonnée « à moins qu'il ne s'agisse de la progéniture de ces animaux et qu'elle ne se trouve chez le premier propriétaire » se rapporte à l'administration de la preuve visée dans le premier membre de la phrase. Cette relation serait mieux mise en évidence en rédigeant le texte comme suit:

« ... l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 3bis. Cette preuve ne doit pas être apportée pour la progéniture de ces animaux, à condition que celle-ci se trouve chez le premier propriétaire. »

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 8 februari 1993 door de Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet « tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren », heeft op 18 mei 1993 het volgend advies gegeven:

Art. 2

1. Men schrappe de vermelding « § 1 ».

2. In het ontworpen artikel 3, punt 1, van de wet van 14 augustus 1986 (artikel 2, 1^o, van het ontwerp) schrijve men in de Nederlandse tekst: «... en waar alleen in deze instelling gekweekte honden worden verhandeld. »

Een gelijkaardige opmerking geldt voor de definitie van « kattenkwekerij » in het ontworpen artikel 3, punt 2, van de wet (artikel 2, 2^o, van het ontwerp).

3. Het 3^o redigere men als volgt:

« in punt 3 worden de woorden « achtergelaten of verwaarloosde dieren » vervangen door « achtergelaten, verwaarloosde, in beslag genomen of verbeurdverklaarde dieren. »

Art. 3

1. Men vulle de inleidende zin aan als volgt:

« In hoofdstuk II van dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt: »

2. In het ontworpen artikel 3bis, § 1, tweede volzin, wordt bepaald dat de door de Koning aan te leggen lijst van soorten of categorieën van dieren die mogen worden gehouden « geen afbreuk doet aan de wetgeving betreffende de bescherming van bedreigde diersoorten ».

De onderliggende bedoeling van deze bepaling, die eigenlijk geen normerende waarde heeft, is erop te wijzen dat het aanleggen van de bewuste lijst de bevoegdheid van de Gewesten op het stuk van de natuurbescherming en het natuurbehoud (artikel 6, § 1, III, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980) onverlet laat.

Deze bedoeling zou omstandig in de memorie van toelichting moeten worden verduidelijkt.

3. Men formule de inleidende zin van het ontworpen artikel 3bis, § 2, als volgt:

« In afwijking van § 1 mogen dieren van andere soorten of categorieën dan die, aangewezen door de Koning, worden gehouden: »

4. Aan de Raad van State is meegedeeld dat in het ontworpen artikel 3bis, § 2, 3^o, a), de bijzin « tenzij het nakomelingen van deze dieren betreft (niet: betreffen) en deze zich bevinden bij de eerste eigenaar » betrekking heeft op de in het eerste zinsdeel bedoelde bewijslevering. Dit kan beter tot uiting worden gebracht door volgende redactie:

« ... de inwerkingtreding van het in artikel 3bis bedoelde besluit. Dit bewijs moet niet worden voorgelegd voor de nakomelingen van deze dieren, op voorwaarde dat ze zich bij de eerste eigenaar bevinden. »

5. L'article 3bis, § 2, 3^o, b), en projet prévoit l'avis du « comité d'experts visé à l'article 5, § 2, alinéa 2 (de la loi) », dont la création incombe au ministre de l'Agriculture. Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, cette création n'est, jusqu'à présent, pas intervenue.

6. Mieux vaudrait rédiger l'alinéa 2 de l'article 3bis, § 2, 3^o, en projet, de la manière suivante :

« Le Roi fixe la procédure pour l'application du a) et du b). Il peut fixer en outre des conditions particulières pour la détention et l'identification des animaux visés. »

7. En ce qui concerne la règle énoncée à l'article 3bis, § 2, 6^o, en projet, le fonctionnaire délégué a précisé que l'intention est de n'autoriser cette exception au profit d'établissements commerciaux pour animaux que dans la mesure où un accord écrit a été conclu préalablement avec un laboratoire, un cirque, etc. Cette intention doit s'exprimer de manière plus claire dans le texte.

En outre, on écrira, dans la version néerlandaise : « ... natuurlijke personen of rechtspersonen... »

8. L'article 3bis, § 3, en projet autorise le Roi à interdire, « sans préjudice des dérogations prévues au § 2, ... à certaines des personnes physiques ou morales énumérées au § 2, la détention d'espèces animales qu'il désigne ».

Il a été communiqué au Conseil d'Etat qu'en l'occurrence, il s'agit de décisions individuelles imposant, dès lors, une interdiction à telle ou telle personne physique ou morale.

Il importe de compléter en tout cas la délégation envisagée par des critères qui permettront au Roi de prendre les décisions considérées.

Art. 4

1. En application de la modification apportée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 14 août 1986, inscrite au 1^o, le Roi pourra prévoir que l'exploitation de certains établissements mentionnés dans ce paragraphe sera soumise à l'agrément « de toute autre autorité (que le ministre de l'Agriculture) qu'il désigne ».

Il a été communiqué au Conseil d'Etat qu'il s'agit des administrations communales.

Cette précision devrait être apportée de manière explicite dans la loi et, pour ce motif, il faudra dans ce cas associer le ministre de l'Intérieur à la présentation et au contreseing du projet.

2. Par souci de concordance avec la règle énoncée à l'article 3, point 1, en projet, de la loi du 14 août 1986 [l'article 2, (§ 1^{er}), 1^o, du projet], il faut également remplacer le mot « chenils » par l'expression « élevages de chiens ».

3. Mieux vaudrait remplacer intégralement l'article 5, § 1^{er}, de la loi, plutôt que d'avoir recours à des dispositions modificatives.

4. Il conviendrait de préciser le texte du 3^o de l'article 4 du projet comme suit : « dans le § 2, alinéa 2, les mots... ».

5. Eu égard à la portée de la disposition insérée par le 4^o, il faut inscrire celle-ci dans un alinéa distinct. Compte tenu notamment du commentaire figurant dans l'exposé des motifs, il y aurait lieu de rédiger le texte de la manière suivante :

5. Het ontworpen artikel 3bis, § 2, 3^o, b), voorziet in het advies van « het in artikel 5, § 2, tweede lid, (van de wet) bedoelde comité van deskundigen », dat door de Minister van Landbouw moet worden opgericht. Naar het zeggen van de gemachtigde ambtenaar, is dit laatste tot nog toe niet gebeurd.

6. Het tweede lid van het ontworpen artikel 3bis, § 2, 3^o, redigere men beter als volgt :

« De Koning bepaalt de procedure voor de toepassing van het bepaalde in a) en b). Hij kan bovendien bijzondere voorwaarden vaststellen voor het houden en het identificeren van de bedoelde dieren. »

7. Met betrekking tot het bepaalde in het ontworpen artikel 3bis, § 2, 6^o, heeft de gemachtigde ambtenaar meegedeeld dat het de bedoeling is deze uitzondering ten behoeve van handelszaken voor dieren slechts toe te staan voor zover vooraf een schriftelijke overeenkomst met een laboratorium, een circus, en dergelijke meer werd gesloten. Deze bedoeling moet duidelijker tot uiting worden gebracht in de tekst.

Voorts schrijve men in de Nederlandse tekst : « ... natuurlijke personen of rechtspersonen ... »

8. Het ontworpen artikel 3bis, § 3, machtigt de Koning, « onverminderd de afwijkingen voorzien (lees : waarin is voorzien) in § 2, ... het houden van door Hem aangewezen diersoorten (te) verbieden aan sommige van de in § 2 opgesomde morele of fysieke personen (lees : natuurlijke personen of rechtspersonen) ».

Aan de Raad van State is meegedeeld dat hiermee individuele verbodsbeslissingen worden bedoeld, die derhalve op een welbepaald natuurlijk persoon of rechtspersoon betrekking zouden hebben.

De ontworpen delegatie dient in ieder geval te worden aangevuld met criteria aan de hand waarvan de Koning de beoogde beslissingen zal kunnen nemen.

Art. 4

1. Met toepassing van de in 1^o opgenomen wijziging aan artikel 5, § 1, van de wet van 14 augustus 1986 zal de Koning kunnen bepalen dat voor het uitbaten van sommige van de in die paragraaf vermelde instellingen de erkenning zal vereist zijn « van een andere overheid (dan de Minister van Landbouw) die Hij aanduidt (lees : aanwijst) ».

Aan de Raad van State is meegedeeld dat het om de gemeentebesturen gaat.

Zulks zou expliciet in de wet moeten worden ingeschreven en om die reden moet dan daarenboven de Minister van Binnenlandse Zaken bij de voordracht en de ondertekening van het ontwerp worden betrokken.

2. Om in overeenstemming te zijn met het bepaalde in het ontworpen artikel 3, punt 1, van de wet van 14 augustus 1986 (art. 2, (§ 1), 1^o, van het ontwerp), moet ook het woord « kennels » worden vervangen door « hondenkwekerijen ».

3. Het ware beter artikel 5, § 1, van de wet in zijn geheel te vervangen, eerder dan te werken met wijzigingsbepalingen.

4. Men precisere de tekst van 3^o van artikel 4 van het ontwerp als volgt : « in § 2, tweede lid, worden de woorden ... ».

5. Gelet op de strekking van de met 4^o in te voegen bepaling, dient deze in een afzonderlijk lid te worden opgenomen. Mede rekening houdend met de commentaar in de memorie van toelichting, formuleer men de tekst als volgt :

« le § 2 est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Le Roi peut imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent et soignent des animaux dans les établissements visés au § 1^{er}. »

6. En ce qui concerne le 5^o, il est à noter qu'il vaudrait mieux remplacer l'article 5, § 3, de la loi par une disposition établissant les redevances envisagées, complétée par une délégation au Roi pour fixer les montants y afférents.

7. Dans la version néerlandaise des 4^o, 5^o et 6^o, il y aurait lieu de supprimer le mot « het » qui précède le signe « § ».

Art. 5

1. Il conviendrait de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

« L'article 6 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2, rédigé comme suit : »

2. Il y aurait lieu de rédiger le texte du paragraphe 2 en projet de la manière suivante :

« Le Roi peut prescrire des mesures visant à assurer le bien-être des animaux utilisés pour distraire le public dans les cirques, expositions itinérantes, fêtes foraines et en d'autres circonstances. Il peut en outre imposer des conditions de compétence aux personnes qui détiennent ou soignent les animaux visés. »

Art. 8

Malgré le remplacement du mot « procès-verbal » par les mots « registre ou attestation », l'article 9, § 3, de la loi demeure imprécis. La modification envisagée de la loi pourrait être mise à profit pour clarifier cette disposition.

Art. 9

Par souci de lisibilité, il est préférable de ne plus diviser en paragraphes l'article 10 modifié de la loi.

Pour cette raison, notamment, il est recommandé de remanier l'article 10 dans sa totalité.

Art. 10

Mieux vaudrait incorporer l'article 11, § 2, en projet dans la loi, sous la forme d'un article 11*bis*. Le texte suivant est suggéré pour ce nouvel article :

« Il est interdit de faire de la publicité, en ce compris le placement d'annonces, dans le but de commercialiser des espèces animales qui ne figurent pas sur la liste établie en application de l'article 3*bis*, § 1^{er}. »

L'interdiction prévue à l'alinéa 1^{er} concerne également les chiens et les chats, sauf s'il s'agit d'annonces publiées dans les revues spécialisées ou lorsque la publicité est faite par des personnes possédant un établissement agréé visé à l'article 5. »

« § 2 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De Koning kan bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor personen die dieren houden en verzorgen in de in § 1 vermelde instellingen. »

6. Met betrekking tot het bepaalde in 5^o moet worden opgemerkt dat het beter ware artikel 5, § 3, van de wet te vervangen door een bepaling die de beoogde retributies instelt, aangevuld met een delegatie aan de Koning voor het vaststellen van de desbetreffende bedragen.

7. In 4^o, 5^o en 6^o, Nederlandse tekst, schrappe men het woord « het » vóór « § ».

Art. 5

1. Men redigere de inleidende zin als volgt :

« In artikel 6 van dezelfde wet, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt : »

2. Men redigere de tekst van de ontworpen paragraaf 2 als volgt :

« De Koning kan maatregelen voorschrijven tot het waarborgen van het welzijn van dieren die tot vermaak van het publiek worden gebruikt in circussen, rondreizende tentoonstellingen, op kermissen en bij andere gelegenheden. Hij kan bovendien bekwaamheidsvoorwaarden opleggen voor de personen die de bedoelde dieren houden en verzorgen. »

Art. 8

Ondanks het vervangen van het woord « proces-verbaal » door de woorden « register of attest » blijft artikel 9, § 3, van de wet onduidelijk. Er zou van de voorgenomen wetswijziging gebruik kunnen worden gemaakt om die bepaling te verduidelijken.

Art. 9

Met het oog op de goede leesbaarheid is het verkieslijk het gewijzigde artikel 10 van de wet niet meer in paragrafen in te delen.

Mede daarom verdient het aanbeveling artikel 10 in zijn geheel te herschrijven.

Art. 10

Het ware beter het ontworpen artikel 11, § 2, als een artikel 11*bis* in de wet in te voegen. Voor dat nieuwe artikel wordt de volgende tekst in overweging gegeven :

« Het is verboden reclame te maken, daarin begrepen het plaatsen van advertenties, met het oog op het verhandelen van diersoorten die niet voorkomen in de lijst aangelegd met toepassing van artikel 3*bis*, § 1. »

De verbodsbepaling van het eerste lid betreft eveneens honden en katten, tenzij het gaat om advertenties in vaktijdschriften of wanneer de reclame wordt gemaakt door personen die een erkende inrichting bezitten als bedoeld in artikel 5. »

Art. 11

Le fonctionnaire délégué a précisé comme suit la portée de l'article 12 nouveau :

« — interdiction de vendre des chiens et des chats sur les marchés;

— possibilité d'étendre cette interdiction à d'autres espèces ou catégories animales;

— possibilité d'autoriser uniquement des établissements commerciaux pour animaux agréés à vendre certaines espèces (non encore interdites) sur les marchés. »

Compte tenu de ces précisions, il est suggéré de rédiger l'article de la manière suivante :

« Article 12. — Il est interdit de commercialiser des chiens et des chats sur la voie publique ainsi que sur les marchés, dans les foires, salons, expositions et en de circonstances similaires, de même qu'au domicile de l'acheteur, sauf si, dans ce dernier cas, l'initiative émane de l'acheteur même.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'interdiction établie à l'alinéa 1^{er}, à d'autres espèces ou catégories d'animaux. Il peut toutefois accorder la levée de cette interdiction pour la commercialisation sur les marchés par des personnes exploitant un établissement commercial agréé pour animaux. »

Art. 12

Il conviendrait de rédiger le texte comme suit :

« L'article 12, § 1^{er}, de la même loi est modifié comme suit :

1^o au point 2, les mots « au transport » sont supprimés;

2^o les points suivants sont ajoutés :

« 4. au transport, en ce compris la durée, la distance et les circonstances;

5. aux documents qui doivent être tenus à jour. »

Art. 13

1. Le 2^o de cet article a pour objet de limiter, au rite d'une religion reconnue, la disposition d'exception selon laquelle les dispositions du chapitre VI de la loi relatives à la mise à mort d'animaux, ne s'appliquent pas aux « abattages prescrits par un rite religieux ».

Cette limitation se fait au mépris de la liberté des cultes et celle de leur exercice public qui sont garanties par l'article 14 de la Constitution qui, non plus, du reste, que les articles 142 et 146 du Code pénal concernant les délits relatifs à l'exercice des cultes, ne fait de distinction entre les cultes reconnus et non reconnus.

Par conséquent, la reconnaissance d'un culte ne peut s'imposer comme un critère légitime pour établir, en ce qui concerne les abattages rituels d'animaux, une distinction entre les cultes.

Il faut, dès lors, supprimer le 2^o.

2. Eu égard notamment à l'observation qui précède, il conviendrait de rédiger l'article de la manière suivante :

« L'article 16 de la même loi est modifié comme suit :

1^o le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du chapitre VI de la présente loi, à l'exception de l'article 16, § 2, alinéa 2, ne s'appliquent toutefois pas aux abattages prescrits par un rite religieux; »

Art. 11

De gemachtigde ambtenaar heeft de draagwijdte van het nieuwe artikel 12 toegelicht als volgt :

« — verbod op marktverkoop van honden en katten;

— mogelijkheid tot uitbreiding van dit verbod tot andere diersoorten of categorieën;

— mogelijkheid de marktverkoop voor sommige (nog niet verboden) soorten slechts toe te staan aan erkende dierenhandelszaken. »

Hiermee rekening houdend, wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

« Artikel 12. — Het is verboden honden en katten te verhandelen op de openbare weg alsmede op markten, beurzen, salons, tentoonstellingen en bij soortgelijke gelegenheden evenals bij de koper thuis, tenzij in dit laatste geval het initiatief van de koper zelf uitgaat.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het in het eerste lid ingestelde verbod uitbreiden tot andere soorten of categorieën van dieren. Hij kan evenwel ontheffing van dit verbod verlenen voor het verhandelen op markten door personen die een erkende handelszaak voor dieren exploiteren. »

Art. 12

Men redigere de tekst als volgt :

« Artikel 13, § 1, van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in punt 2 worden de woorden « het vervoer » geschrapt;

2^o volgende punten worden toegevoegd :

« 4. het vervoer, daarin begrepen de duur, de afstand en de omstandigheden;

5. de documenten die moeten worden bijgehouden. »

Art. 13

1. Het 2^o van dit artikel heeft tot doel de uitzonderingsbepaling waarbij de voorschriften van hoofdstuk VI van de wet, betreffende het doden van dieren, niet gelden voor « slachtingen voorgeschreven door een religieuze ritus (lees: de ritus van een eredienst) », te beperken tot de ritus van een erkende eredienst.

Deze beperking gaat in tegen de vrijheid van eredienst en de vrije openbare uitoefening ervan, gewaarborgd door artikel 14 van de Grondwet dat, evenmin trouwens als de artikelen 142 tot 146 van het Strafwetboek betreffende wanbedrijven in verband met de vrije uitoefening van de erediensten, enig onderscheid maakt tussen erkende en niet-erkende erediensten.

Het erkend zijn van een eredienst kan dus niet gelden als een wettig criterium om, met betrekking tot rituele slachtingen van dieren, een onderscheid in te voeren tussen de erediensten.

Het 2^o moet derhalve worden weggelaten.

2. Mede rekening houdend met vorenstaande opmerking, formule men het artikel als volgt :

« Artikel 16 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bepalingen van hoofdstuk VI van deze wet, artikel 16, § 2, tweede lid, uitgezonderd, zijn evenwel niet van toepassing op slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst; »

2^o le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut déterminer que certains abattages prescrits par un rite religieux doivent être effectués dans des abattoirs agréés ou dans des établissements agréés par le Ministre de l'Agriculture, après concertation avec le Ministre de la Santé publique, par des sacrificateurs habilités à ce faire par les représentants du culte. »

Art. 14

1. Il y aurait lieu de numéroter par 1^o, 2^o et 3^o l'énumération figurant à l'article 17bis, § 2, en projet.

2. Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, les « interventions obligatoires en vertu d'une prescription légale » visées par cet article 17bis, § 2, 2^o, recouvrent les interventions qui doivent être effectuées obligatoirement en vertu de la législation relative à la lutte contre les maladies des animaux. Mieux vaudrait en faire état de manière explicite dans le texte.

3. Il conviendrait de rédiger l'article 17bis, § 2, 3^o, nouveau, comme suit :

« 3^o interventions pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la liste de ces interventions et fixe les cas dans lesquels et les méthodes selon lesquelles ces interventions peuvent être pratiquées. »

Art. 15

Compte tenu de la définition du terme « commercialiser » inscrite à l'article 3, point 8, de la loi du 14 août 1986, il incombe aux auteurs du projet d'examiner s'il n'est pas plus adéquat d'employer ce terme dans l'article 19, § 3, en projet, au lieu des expressions « constituer des stocks, mettre en vente, vendre et acheter des animaux ».

Art. 17

Le paragraphe 4 en projet de l'article 21 doit être complété par une définition de la mission dévolue aux commissions visées dans cette disposition, et en tenant compte de l'article 28 de la loi qui charge le Roi de désigner « un comité d'experts qui a pour mission d'étudier les problèmes déontologiques en rapport avec les expériences sur les animaux ».

Art. 19

L'ajout à l'article 24, point 4, de la loi (2^o du projet) doit former un seul alinéa du point de vue typographique.

Art. 22

Il y aurait lieu de clarifier l'article 33, § 2, en projet comme suit :

« § 2. Le Roi peut fixer les conditions de formation des préposés des associations agréées.

Il peut régler les modalités selon lesquelles les associations agréées et leurs préposés ainsi que les personnes désignées par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Conseil du bien-être des animaux, collaborent avec les agents de l'autorité qu'il désigne. »

2^o § 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De Koning kan bepalen dat sommige slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst moeten worden uitgevoerd in erkende slachthuizen of in inrichtingen erkend door de Minister van Landbouw na overleg met de Minister van Volksgezondheid, door offeraars die daartoe zijn gemachtigd door de vertegenwoordigers van de eredienst. »

Art. 14

1. De opsomming in het ontworpen artikel 17bis, § 2, nummere men met 1^o, 2^o en 3^o.

2. Naar het zeggen van de gemachtigde ambtenaar, worden met de in dat artikel 17bis, § 2, 2^o, vermelde « ingrepen die krachtens een wettelijk voorschrift verplicht zijn » bedoeld, de ingrepen die verplicht moeten worden verricht op grond van de wetgeving inzake de dierenziektebestrijding. Zulks wordt beter expliciet in de tekst verwoord.

3. Men formuleer het nieuwe artikel 17bis, § 2, 3^o, als volgt:

« 3^o ingrepen met het oog op het nutsgebruik van het dier of op de beperking van de voortplanting van de diersoort. De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de lijst van deze ingrepen vast en bepaalt de gevallen waarin en de wijze waarop die ingrepen mogen worden uitgevoerd. »

Art. 15

Rekening houdend met de definitie van de term « verhandelen » in artikel 3, punt 8, van de wet van 14 augustus 1986, zullen de stellers van het ontwerp moeten nagaan of het niet adequater is die term te gebruiken in het ontworpen artikel 19, § 3, in plaats van de uitdrukkingen « het voor de verkoop in voorraad hebben, ten verkoop aanbieden, verkopen en kopen van dieren ».

Art. 17

De ontworpen paragraaf 4 van artikel 21 dient te worden aangevuld met een omschrijving van de opdracht van de in die bepaling bedoelde commissies, waarbij rekening zal moeten worden gehouden met artikel 28 van de wet, dat de Koning belast met het oprichten van een « comité van deskundigen dat tot taak heeft de deontologische problemen in verband met dierproeven te bestuderen ».

Art. 19

De aanvulling van artikel 24, punt 4, van de wet (2^o van het ontwerp) moet typografisch tot één lid worden versmolten.

Art. 22

Men verduidelijk het ontworpen artikel 33, § 2, als volgt:

« § 2. De Koning kan voorwaarden bepalen voor de opleiding van de aangestelden van de erkende verenigingen.

Hij kan de wijze regelen waarop de erkende verenigingen en hun aangestelden alsmede de personen die door de Minister van Landbouw aangewezen zijn op voordracht van de Raad van dierenwelzijn, met de door Hem aangewezen overheidspersonen samenwerken. »

Art. 23

Le texte néerlandais de la modification apportée à l'article 34 de la loi doit être mis en concordance avec le texte français qui fait état, de manière explicite, de l'Institut d'expertise vétérinaire.

Art. 24

Il conviendrait de rédiger le 1^o comme suit:

« 1^o le texte néerlandais du 3^o est remplacé comme suit:
« een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen. »

Art. 25

1. Dans le texte néerlandais, on écrira « in 2^o, in 7^o, » etc. ... au lieu de « in punt 2^o, in punt 7^o, » etc. et, dans le texte français du 6^o de l'article en projet, on écrira « Il est ajouté un 15^o et un 16^o, rédigés comme suit: »

2. Eu égard aux intentions des auteurs du projet telles que celles-ci ont été explicitées par le fonctionnaire délégué, il y aurait lieu de rédiger le 2^o de la manière suivante:

« 2^o le 7^o est remplacé comme suit:

« 7^o se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sous réserve des dérogations que le Ministre de l'Agriculture peut accorder selon les conditions fixées par le Roi. »

3. Le nouveau texte de l'article 36, 9^o, de la loi (3^o du projet) comporte une discordance entre les versions française et néerlandaise: le mot néerlandais « *ensceneren* » signifie, selon le dictionnaire Van Dale (onzième édition), « mettre en scène; organiser ou préparer pour le théâtre ou le cinéma », alors que le texte français fait état, de manière plus restrictive, de la « mise en scène d'un film ».

Pour le surplus, il y aurait lieu d'adapter le texte comme suit:

« 9^o utilise un animal à des fins de dressage, ... ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il résulte de cette utilisation impropre des douleurs ...; »

4. Au 16^o (6^o du projet), on écrira dans le texte néerlandais:

« 16^o dieren als prijs, beloning of gift uitlooft of uitreikt bij wedstrijden ... of andere gelijkaardige evenementen ... »

En ce qui concerne la disposition autorisant le Ministre de l'Agriculture à accorder des dérogations à l'interdiction établie au 16^o et réprimée pénalement, il importe d'inscrire dans la loi des critères sur la base desquels le Ministre pourra accorder ces dérogations.

Art. 27

En vertu de l'alinéa 2 de l'article 45*bis* en projet, l'intention est d'autoriser le Roi à prendre, « dans le cadre de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui découlent du Traité de la C.E.E. et des actes internationaux pris en vertu de ce Traité, ces mesures pouvant comporter l'abrogation et la modification de dispositions législatives ».

Sans doute l'extension éventuelle de cette délégation à toutes les mesures appropriées à l'application des obligations internationales précitées, contribuerait-elle à l'efficacité, mais sa limitation

Art. 23

De Nederlandse tekst van de wijziging aan te brengen in artikel 34 van de wet moet in overeenstemming worden gebracht met de Franse, waarin expliciet sprake is van het Instituut voor veterinaire keuring.

Art. 24

Men formule 1^o als volgt:

« 1^o de Nederlandse tekst van 3^o wordt als volgt vervangen:
« een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen. »

Art. 25

1. In de Nederlandse tekst schrijve men « in 2^o, in 7^o, enz. ... » in plaats van « in punt 2^o, in punt 7^o, enz. ... » alsmede, in 6^o, van het ontworpen artikel, « een 15^o en een 16^o worden toegevoegd, luidend als volgt: »

2. Rekening houdend met de bedoelingen van de stellers van het ontwerp zoals die door de gemachtigde ambtenaar zijn toegevoegd, redigere men 2^o als volgt:

« 2^o het 7^o wordt vervangen als volgt:

« 7^o honden als last- en trekdieren gebruikt, onverminderd de afwijkingen die de Minister van Landbouw kan verlenen volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt. »

3. In de nieuwe tekst van artikel 36, 9^o, van de wet (3^o van het ontwerp) stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet met elkaar overeen: het woord « *ensceneren* » betekent volgens Van Dale (elfde druk) « in scène zetten; voor het toneel of de film inrichten of gereedmaken », terwijl de Franse tekst beperkender is door te spreken van « mise en scène d'un film ».

Voor het overige passe men de tekst aan als volgt:

« 9^o een dier gebruikt voor africhting, ... of gelijkaardige doeleinden, in de mate dat dit oneigenlijk gebruik duidelijk leidt tot ...; »

4. In het ontworpen 16^o (6^o van het ontwerp) schrijve men in de Nederlandse tekst:

« 16^o dieren als prijs, beloning of gift uitlooft of uitreikt bij wedstrijden ... of andere gelijkaardige evenementen ... »

Met betrekking tot de bepaling waarbij de Minister van Landbouw afwijkingen kan toestaan op het in dit 16^o ingestelde en strafrechtelijk gesanctioneerde verbod, dienen in de wet criteria te worden ingeschreven aan de hand waarvan de Minister die uitzonderingen zal kunnen toestaan.

Art. 27

Blijkens het tweede lid van het ontworpen artikel 45*bis* ligt het in de bedoeling de Koning te machtigen « binnen het toepassingsgebied van deze wet, alle vereiste maatregelen (te) treffen ter uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het E.E.G.-verdrag en de krachtens dit verdrag tot stand gekomen internationale akten, welke maatregelen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen kunnen inhouden ».

De eventuele uitbreiding van die delegatie tot alle maatregelen die voor de toepassing van voormelde internationale verplichtingen gepast zijn, zou allicht de efficiëntie ten goede komen, maar de

aux mesures nécessaires, s'écarter le moins de notre système constitutionnel selon lequel le pouvoir législatif est exercé, en principe, conjointement par le Roi et les Chambres législatives.

La chambre était composée de :

M. J. NIMMEGEERS, président de chambre;

MM. W. DEROOVER et J. VERMEIRE, conseillers d'Etat;

MM. J. GIJSSELS et A. ALLEN, assesseurs de la section de législation;

Mme F. LIEVENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. NIMMEGEERS.

Le rapport a été présenté par M. D. ALBRECHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme M.-C. CEULE, référendaire.

Le Greffier,

F. LIEVENS.

Le Président,

J. NIMMEGEERS.

beperking ervan tot maatregelen die noodzakelijk zijn, wijkt het minst af van ons grondwettelijk systeem waarbij de wetgevende macht in beginsel gezamenlijk wordt uitgeoefend door de Koning en de Wetgevende Kamers.

De kamer was samengesteld uit :

De heer J. NIMMEGEERS, kamervoorzitter;

De heren W. DEROOVER en J. VERMEIRE, staatsraden;

De heren J. GIJSSELS en A. ALLEN, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw F. LIEVENS, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. NIMMEGEERS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer D. ALBRECHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door mevrouw M.-C. CEULE, referendaris.

De Griffier,

F. LIEVENS.

De Voorzitter,

J. NIMMEGEERS.